

Programme alimentaire mondial

Rapport annuel 2006



Programme
Alimentaire
Mondial

PAM

Table des matières

- 4 **PRÉFACE DU PRÉCÉDENT DIRECTEUR EXÉCUTIF**
- 7 **REGARD SUR 2006**
- 10 **LE PAM EN CHIFFRES**
- 13 **L'URGENCE AU LIBAN**
 - Contexte
 - Une intervention rapide
- 14 **Problèmes logistiques et de sécurité**
- 15 **Attaque contre la Maison des Nations Unies**
- 15 **Le PAM chef de file de la logistique**
- 16 **Visite du précédent Directeur exécutif au Liban**
- 17 **Sitôt arrivé, sitôt parti**
 - Son Altesse Royale la Princesse Haya en Syrie
- 19 **LES CONFLITS**
 - Somalie
- 20 **République démocratique du Congo**
- 22 **Tchad**
- 23 **Darfour**
- 25 **Crise à Gaza et en Cisjordanie**
- 26 **SITUATIONS POSTCONFLICTUELLES**
 - Sud-Soudan
 - REMISE EN ÉTAT DES ROUTES
- 27 **Timor-Leste**
- 28 **CATASTROPHES NATURELLES**
 - Sécheresse et inondations en Somalie et au Kenya
- 29 **De la sécheresse aux inondations**
- 30 **LE PASTORALISME N'EST PLUS VIABLE**
- 31 **Sécheresse en Éthiopie**
- 32 **Tremblement de terre en Indonésie**
- 33 **Mauvaises récoltes au Burundi**
- 35 **CRISES PROLONGÉES**
 - Corée du Nord
- 36 **Séisme au Cachemire - de l'urgence au redressement**
- 37 **Colombie**
- 38 **PROJETS NOVATEURS**
 - Assurance-sécheresse
- 39 **Bâtir une Alliance contre la faim chez les enfants**
 - Enquête mondiale auprès du personnel
- 40 **Pôles logistiques**
 - Renforcement des capacités de l'Équateur
- 42 **FINANCEMENT ET RESSOURCES**
 - Soutien des donateurs
- 43 **Soutien des donateurs privés**
- 46 **Marche mondiale contre la faim**
- 48 **CAMPAGNES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION**
 - Visibilité accrue
- 49 **Soutien de célébrités en 2006**
- 50 **Blog culinaire**
- 51 **Le cricket contre la faim**
- 52 **PARTENARIATS**
 - Organismes des Nations Unies
 - Partenariats avec les ONG
- 53 **Le Secours islamique**
 - L'Archevêque de Canterbury
- 55 **ANNEXES**

A young child stands in a doorway, looking towards the camera. The child is wearing a white t-shirt with large holes and orange pants. They are holding a metal plate in their right hand. The doorway is made of weathered wood, and the walls are made of mud or plaster, showing signs of wear and tear. The lighting is natural, coming from the doorway.

*L*e présent rapport décrit l'immense travail accompli par le Programme alimentaire mondial en 2006, dernière année sous la direction de mon prédécesseur, James Morris. Il rend hommage à ce dernier et à son dévouement envers les victimes de la pauvreté et de la faim.

Je suis honorée de la mission qui m'a été confiée et impatient de relever les défis qui nous attendent et de saisir les chances qui s'offrent à nous. J'entends bien continuer l'œuvre accomplie et porter de l'avant ce que je considère non seulement comme la plus grande organisation humanitaire au monde, mais aussi la plus efficace – une organisation qui connaît sa mission et qui tient ses promesses. Rien ne peut faire renoncer le PAM à venir en aide à ceux qui ont faim.

Josette Sheeran

Directrice exécutive du PAM

Préface du précédent Directeur exécutif

L'année 2006 a été une année de consolidation pour le PAM. L'Organisation s'est efforcée de mettre en pratique les leçons tirées des crises antérieures, en améliorant les procédures opérationnelles et en intégrant systématiquement le renforcement des capacités dans ses activités. Elle a continué, dans le même temps, à se mobiliser pour faire face aux crises nouvelles ou persistantes et a ainsi fourni 4 millions de tonnes de produits alimentaires à 88 millions de victimes de la faim dans le monde, un chiffre en légère baisse par rapport à 2005.

Au cours de l'année écoulée, le PAM a considérablement renforcé sa capacité d'intervenir avec rapidité et efficacité, en créant des entrepôts supplémentaires pour les interventions humanitaires et des structures spécialisées dans l'aide d'urgence et en multipliant et en diversifiant ses partenariats. Ces investissements ont porté leurs fruits en juillet dernier lorsqu'un conflit a éclaté au Liban, devenu la cible de violents bombardements et frappé par un blocus économique. Une équipe d'urgence de l'Organisation s'est rendue au Liban pour ouvrir une base opérationnelle dans les jours qui ont suivi. Pendant les 33 jours qu'a duré le conflit, plus d'un millier de personnes ont trouvé la mort, 4 500 ont été blessées et près d'un million ont dû quitter leur maison. Dans le cadre de son opération régionale d'urgence, le Programme a distribué une aide alimentaire à 824 000 personnes déplacées et a fourni des services de transport terrestre, aérien et maritime, ainsi que des services de sécurité et de télécommunications à l'ensemble des organismes humanitaires.

L'intervention au Soudan est demeurée l'opération humanitaire la plus importante et la plus difficile pour l'Organisation; il s'agit en fait de l'une des plus grandes opérations jamais engagées par le PAM au niveau d'un pays, couvrant à elle seule 6,4 millions de personnes. Six opérations spéciales ont été lancées sur différents fronts: services aériens d'aide humanitaire, réparation des routes, déminage, télécommunications, soutien logistique renforcé au Darfour, et gestion d'un centre logistique interorganisations destiné à faire disparaître les goulets d'étranglement dans la chaîne de distribution des vivres. L'opération a absorbé plus d'un cinquième des dépenses



opérationnelles directes de 2006. Les fonctionnaires du PAM déployés au Soudan étaient à eux seuls plus nombreux que ceux du siège à Rome. La sécurité ne s'est guère améliorée au Darfour et l'accès aux personnes déplacées est resté très difficile; le conflit a coûté la vie à un fonctionnaire du PAM au début de 2007.

Le PAM a continué de se heurter à de multiples difficultés dans son action en faveur du développement. Faute des ressources nécessaires, il n'a pas toujours réussi à empêcher que les situations de pénurie alimentaire et de sous-alimentation chroniques ne se détériorent. Tel fut le cas dans les pays du Sahel notamment, où la malnutrition infantile a atteint des niveaux alarmants et exigé une intervention humanitaire d'urgence. Dans le même temps, l'Organisation a continué de jouer son rôle de chef de file dans la lutte contre la faim et la dénutrition en renforçant ses capacités d'analyse et de programmation, soucieuse de progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le PAM a notamment lancé la collection "La faim dans le monde", qui s'adresse aux responsables politiques des pays développés ou en développement et sert de référence mondiale pour toutes les questions liées au problème de la faim. L'édition de 2006 a mis l'accent sur la faim et l'apprentissage.

L'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants a reçu l'appui de diverses parties prenantes. Il ressort d'une étude récente de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) que la mortalité infantile a diminué plus rapidement dans les pays qui ont le mieux réussi à faire reculer la faim. Malgré tout, le monde compte encore 400 millions d'enfants souffrant de malnutrition: c'est là l'un des grands défis humanitaires qu'il nous appartient de relever aujourd'hui.

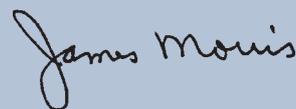
En 2006, le PAM s'est efforcé de faire "toujours plus, toujours mieux et tous ensemble"; il a ardemment défendu la cause des victimes de la faim, notamment en travaillant plus étroitement avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations régionales. En l'espace de deux ans, le nombre de ses ONG partenaires a augmenté de 68 pour cent. L'an dernier, le PAM a signé un accord résolument novateur avec le Secours islamique mondial afin d'améliorer les services fournis aux bénéficiaires vivant dans des communautés musulmanes, soit la moitié environ des destinataires de l'aide du Programme en 2006. En qualité de coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), il a travaillé avec d'autres organismes des Nations Unies ainsi qu'avec les gouvernements et les ONG pour renforcer la lutte contre le sida aux niveaux communautaire, national et mondial. Vu l'importance de la nutrition pour préserver la santé et les moyens de subsistance des personnes qui vivent avec le VIH et le sida, le PAM a fourni des vivres et un appui nutritionnel (sous forme de soins, de traitements et d'actions palliatives) à 2,3 millions de personnes dans 51 pays.

La base de ses donateurs et de ses partenaires du secteur privé a continué de s'élargir, atteignant un niveau record en 2006. Le PAM a ainsi reçu des contributions en nature ou en espèces de près de 100 donateurs. Il a notamment recueilli plus de 214 millions de dollars des États-Unis de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale par le biais du CERF, récemment créé, de fonds communs pour les interventions humanitaires au niveau des pays et de fonds fiduciaires multidonateurs. Outre les progrès réalisés dans la

mobilisation des ressources, le PAM a pris de nouvelles mesures pour réduire ses coûts, par exemple en délocalisant certaines tâches informatiques en Inde.

En 2006, la réforme des Nations Unies est passée du stade théorique à celui de la mise en œuvre. Au Liban et dans la corne de l'Afrique, le PAM a tiré des enseignements utiles du nouveau système d'action humanitaire groupée et de son rôle de chef de file dans le domaine de la logistique et des services des technologies de l'information et des communications (TIC). Les organisations ayant leur siège à Rome ont fait en sorte que la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim, le développement rural et social et les dispositifs de protection sociale deviennent des domaines d'action prioritaires, avec l'aval du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM).

2006, année de consolidation certes, mais aussi année de transition pour le système des Nations Unies en général, et pour le PAM en particulier. J'ai décidé, non sans regret, de ne pas briguer un nouveau mandat de Directeur exécutif au terme de mon mandat actuel en avril 2007. Les agents du PAM ne ménagent aucun effort pour porter secours aux nombreuses populations démunies dans ce monde. Je leur adresse tous mes vœux de succès au cours des prochaines années et mes pensées vont vers eux et vers tous ceux qu'ils servent. Mon successeur, Josette Sheeran, est une personne exceptionnelle, dotée d'une grande expérience, profondément humaine, et soucieuse de faire avancer l'action du PAM et d'améliorer le sort des populations en détresse. Je suis certain que sous sa direction, le PAM restera l'organisation humanitaire la plus respectée et la plus admirée au monde, une réputation justement méritée.



James T. Morris

Directeur exécutif 2002-2007
Programme alimentaire mondial



L'année 2006 n'a pas connu d'événements de l'ampleur du tsunami de 2004 dans l'Océan indien ou du tremblement de terre de 2005 au Cachemire, mais a néanmoins vu plusieurs graves catastrophes, dont le tremblement de terre de mai en Indonésie, qui a fait des milliers de morts, et de nombreuses autres catastrophes de moindre envergure. Il a fallu recourir au Compte d'intervention immédiate (CII) pour intervenir dans 14 catastrophes naturelles soudaines.

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le PAM est intervenu dans quatre catastrophes de courte durée survenues en Bolivie, en Équateur, en El Salvador et au Nicaragua. En Asie – au Népal plus précisément – la nature a frappé deux fois et exigé l'intervention du PAM: au premier semestre de l'année, une aide a été apportée aux familles victimes de la sécheresse et au second semestre, il a fallu porter secours à celles qui étaient victimes des inondations.

Ce que l'on sait aujourd'hui du changement climatique donne à penser que des situations aussi paradoxales risquent de se produire de plus en plus souvent et que le réchauffement de la planète multipliera le nombre de catastrophes naturelles au cours des 50 prochaines années. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), le nombre annuel des catastrophes naturelles est passé de 232 en 1994 à 493 en 2006.



En 2006, le PAM a travaillé dans un contexte opérationnel marqué par la persistance de conflits de grande envergure. L'opération au Soudan, la plus importante intervention du PAM, a mobilisé 64 pour cent des dépenses directes au titre des opérations d'urgence et 18 pour cent des fonctionnaires du PAM. Est venu ensuite le Kenya, où l'opération d'urgence a absorbé 15 pour cent des dépenses directes au titre de cette catégorie d'activités. Ces deux opérations ont représenté 78 pour cent des dépenses directes au titre des opérations d'urgence. L'Éthiopie a compté pour plus de 14 pour cent des dépenses directes au titre des interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR).

OPÉRATIONS DE GRANDE ENVERGURE EN 2006 (MILLIONS DE DOLLARS) SOURCE DES DONNÉES: BANQUE DE DONNÉES DU PAM

Pays bénéficiaires	Projets de dév.	Opérations d'urgence	IPSR	Opérations spéciales	Opérations bilatérales/autres	TOTAL
Éthiopie	19,0	-	174,5	0,9	-	194,4
Kenya	17,2	106,0	28,4	1,6	-	153,2
Soudan	3,2	465,6	-	88,9	-	557,6
Total partiel	39,4	571,6	202,9	91,3	-	905,2
Pourcentage des dépenses directes	14,7	78,4	16,5	38,6	-	34,0
Total, dépenses directes	268,2	729,0	1 233,3	236,3	198,1	2 665,0



Ces trois pays ont représenté plus de 34 pour cent des dépenses totales directes en 2006. Malgré le déficit de financement enregistré au Soudan en milieu d'année, les opérations d'urgence du PAM ont été relativement bien financées dans l'ensemble, à hauteur de 84 pour cent au Soudan et de 97 pour cent au Kenya, tandis que l'opération en Éthiopie a été financée à cent pour cent.

Entre 1990 et 2005, les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont diminué de près de 40 pour cent. En 2006, leur volume total a globalement baissé par rapport à 2005, passant de 8,2 à 6,7 millions de tonnes, et l'écart a continué de se creuser entre l'aide alimentaire d'urgence et l'aide destinée aux activités de développement. En effet, la part de l'aide alimentaire d'urgence du PAM s'est élevée en 2006 à près de 70 pour cent du total. Malgré les difficultés liées à la mobilisation des fonds, de nouvelles sources de financement ont été trouvées. La mise en commun de fonds multilatéraux, par exemple, constitue un mode de

financement nouveau qui se développe rapidement. Pour financer des programmes humanitaires, le PAM a énormément exploité ce nouveau mécanisme, qui englobe le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, des fonds communs pour les interventions humanitaires au niveau des pays et le Fonds multidonateurs géré par la Banque mondiale. En 2006, le Programme a encaissé environ 214 millions de dollars au titre de fonds gérés par l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale. Ces fonds mis en commun pour les interventions humanitaires et les programmes de transition demeureront probablement une composante importante des recettes du Programme dans les années à venir; les exigences en matière de rapports et de gestion financière de ces fonds devront être harmonisées avec les procédures en vigueur.

Globalement, 91 pour cent des besoins totaux des bénéficiaires ont été satisfaits en 2006. Si les grandes opérations de secours du PAM, très médiatisées, ont été

bien financées, celles de moindre envergure ont souffert d'importants déficits de financement ou de ruptures des filières de produits. Toutes catégories d'activités confondues, 52 opérations sur 146 ont été entièrement financées. En revanche, un cinquième des opérations du PAM a accusé des déficits de plus de 50 pour cent par rapport aux besoins prévus: ainsi, l'IPSR régionale pour l'Afrique australe a souffert à la fois d'un manque de financement et de retards de livraison.

Les déficits et les ruptures des filières de produits ont été principalement causés par le manque de prévisibilité des dons et par la forte proportion de contributions affectées par les donateurs à un emploi spécifique, soit 91 pour cent en 2006. L'importance de ces restrictions a compromis le financement de nombreuses opérations moins visibles. Un supplément d'à peine 20 millions de dollars de fonds multilatéraux aurait suffi à prévenir les ruptures d'approvisionnement dans 13 petites opérations en faveur de réfugiés.

Plusieurs facteurs ont empêché les contributions de se matérialiser sur le terrain: la plupart des dons confirmés au dernier trimestre d'une année civile ne se sont concrétisés par des distributions de vivres qu'au premier trimestre de l'année suivante et le cycle des opérations, qui a notamment nécessité de prépositionner les vivres avant la saison des pluies.

Les activités de développement se sont heurtées à un problème particulier concernant la mise à disposition des dons. Au début de l'année, le PAM a planifié les ressources à allouer à chaque programme pendant les 12 mois à venir: concrètement, cela signifiait que les contributions qui ne seraient confirmées qu'en fin d'année perturberaient probablement les filières d'approvisionnement et les activités opérationnelles prévues plus tôt dans l'année.

L'insuffisance des ressources et le manque de prévisibilité des contributions n'ont pas affecté tous les pays de la même manière. La plupart des bureaux de pays se sont efforcés de maintenir le nombre des

bénéficiaires en réduisant la taille des rations pour s'adapter aux pénuries de vivres (en diminuant le volume des livraisons destinées aux bénéficiaires prévus pendant les ruptures des filières). Certains dispositifs ont également permis de compenser les irrégularités d'approvisionnement, tels que des mécanismes de financement anticipé et des fonds communs pour les interventions humanitaires. Les contributions en nature des autorités locales ont beaucoup aidé à surmonter ces difficultés d'approvisionnement au Kenya et au Soudan. Les partenariats ont été renforcés et diversifiés, mais l'imprévisibilité des ressources a parfois freiné leurs effets sur le terrain, notamment pour les activités de lutte contre le VIH; parfois, les médicaments arrivaient à temps, mais les vivres tardaient ou ne parvenaient pas en quantité suffisante.



Le PAM en chiffres

2005	2006	PRINCIPAUX CHIFFRES
OBJECTIF DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT – OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim		
BÉNÉFICIAIRES		
96,7	87,8	millions de personnes qui ont faim dans 78 pays (82 en 2005)
23,6	24,3	millions – projets de développement
35,0	16,4	millions – opérations d'urgence:
10,5	7,7	millions – situations de conflit
6,0	0,8	millions – faillite économique
18,5	7,9	millions – catastrophes naturelles
38,1	47,0	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
79,5	76,4	millions de femmes et d'enfants
2,1	1,9	millions de réfugiés
8,3	7,2	millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays
1,3	1,2	millions de rapatriés
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE		
4,2	4,0	millions de tonnes de produits alimentaires distribués
2,5	2,0	millions de tonnes de produits alimentaires achetés
PROJETS APPROUVÉS EN 2006¹		
3	9	programmes de pays, évalués à 417 millions de dollars
7	1	projets de développement, évalués à 5 millions de dollars
28	20	opérations d'urgence/Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 1,5 milliard de dollars
14	18	IPSR, évaluées à 801 millions de dollars
18	15	opérations spéciales, évaluées à 115 millions de dollars
RECETTES ET DÉPENSES		
2,8	2,7	milliards de dollars de contributions reçues
2,97	2,93	milliards de dollars de recettes
2,9	2,7	milliards de dollars de dépenses directes
3,1	2,9	milliards de dollars de dépenses totales
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM		
89,0	90,6	pour cent des ressources multilatérales en faveur du développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays
67,4	68,8	pour cent des ressources en faveur du développement dans les pays les moins avancés
78,0	77,0	pour cent des produits alimentaires achetés (en tonnes) dans des pays en développement
75,0	73,9	pour cent de l'aide au développement du PAM destinée à des pays africains

PROJETS EN COURS EN 2006	
Programmes de pays	34
Projets de développement	22
Opérations d'urgence	37
IPSR	53
Opérations spéciales	35
TOTAL	181

¹Coûts d'appui indirects non inclus.

2005	2006	PRINCIPAUX CHIFFRES
OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous		
21,7 48,0	20,2 47,9	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter pour cent étaient des filles
-	6,0	pour cent d'augmentation des effectifs scolarisés dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
94,0	90,0	pour cent des enfants suivent les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes		
52,0	51,0	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des jeunes filles
333	375	mille femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
10,0	5,5	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,8	4,7	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom de femmes dans le cadre des distributions générales de vivres
OMD 4 Réduire la mortalité infantile		
58,2	58,8	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
8,1	9,9	millions d'enfants victimes de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle		
2,5	1,5	million de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
89	89	pour cent des femmes enceintes et mères allaitantes interrogées ont reçu des aliments enrichis en micronutriments (ERF.1) ²
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies		
21	21	des 25 pays affichant la prévalence du VIH/sida la plus élevée ont reçu une aide du PAM
9,0	8,4	millions de personnes touchées par le VIH/sida ont reçu une aide alimentaire du PAM
51	51	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention contre la tuberculose et le VIH/sida
OMD 7 Assurer un environnement durable		
41,3	28,0	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, suivre une formation, apprendre à résister aux chocs climatiques et préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement		
14	14	Partenaires de réserve
25	29	Évaluations conjointes des besoins d'urgence menées avec la FAO et le HCR
72	84	Entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature pour une valeur de 55,5 millions de dollars
2 270	3 264	Organisations non gouvernementales ont collaboré avec le PAM en 2006

² Enquête de référence sur les Engagements renforcés en faveur des femmes (ERF).



L'urgence au Liban

CONTEXTE

Le 13 juillet 2006 à l'aube, en représailles à des tirs de roquettes Katioucha du Hezbollah sur le nord d'Israël et à l'enlèvement, la veille, de deux soldats israéliens, Israël a lancé une frappe aérienne sur les positions du Hezbollah dans le sud du Liban et bombardé des ponts, les intersections des principaux axes routiers du pays, ainsi que l'aéroport international de Beyrouth.

Le pilonnage s'est poursuivi pendant plusieurs jours et des centaines de milliers de civils, craignant pour leur vie, ont fui vers le nord, emportant tout ce qu'ils pouvaient dans des voitures particulières, des taxis, des bus et des camions. Une semaine après le début du conflit, plus de 500 000 personnes avaient dû quitter leur domicile. Parmi elles, 95 000 sans-abri s'entassaient dans les écoles, les établissements publics et les parcs de Beyrouth, rejoints pendant la nuit par des dizaines de milliers d'habitants des banlieues du sud de la ville, qui étaient la cible de bombardements massifs. Quelque 140 000 autres personnes ont cherché refuge en Syrie.

Dans le nord d'Israël, une trentaine de civils ont été tués et plus de 300 000 personnes ont dû prendre la fuite pour échapper aux tirs de roquette du Hezbollah.

Dans le sud du Liban, le plus durement touché par les bombardements, ceux qui avaient choisi de rester ou qui n'étaient pas en état de s'enfuir – les personnes âgées, les plus faibles et les plus pauvres – ont aussi dû supporter une pénurie de biens et services: fermeture des commerces et des marchés, coupures d'eau et d'électricité. Une véritable crise humanitaire se profilait.

UNE INTERVENTION RAPIDE

Le Gouvernement libanais et la société civile ont rapidement et généreusement porté secours aux populations déplacées par la guerre avec les moyens dont ils disposaient. Les ONG libanaises sont aussi intervenues immédiatement. Néanmoins, pris de court par l'ampleur et la soudaineté des destructions, le Gouvernement a demandé une aide humanitaire extérieure. (Les Nations Unies ont offert cette aide à toutes les parties au conflit.)

Le PAM a rapidement organisé la réponse à cette crise, bien qu'il n'ait plus de bureau au Liban depuis décembre 1996, date à laquelle s'est achevée sa dernière opération dans le pays; en une semaine, il a mis sur pied une équipe chargée d'évaluer les besoins en vivres, en logistique et en sécurité, et finalisé un plan d'aide





alimentaire d'urgence en faveur des populations les plus touchées, dans le cadre d'un appel éclair des Nations Unies d'un montant de 130 millions de dollars. Au départ, le Programme prévoyait d'apporter une aide alimentaire estimée à 8,9 millions de dollars à 300 000 personnes, en donnant la priorité aux plus démunis, notamment aux 95 000 personnes à la recherche d'un abri à Beyrouth et aux 165 000 personnes qui étaient restées dans le sud du pays.

Comme de nombreux bénéficiaires n'avaient rien pour faire la cuisine, des rations prêtes à consommer leur ont été distribuées, sous forme de biscuits à haute teneur énergétique et de conserves. Le PAM a également fourni de la farine pour aider les ONG et les boulangeries à fabriquer du pain.

Finalement, à la fin de son intervention, qui a duré trois mois, le PAM avait livré près de 13 000 tonnes de produits alimentaires à quelque 824 000 Libanais déplacés dans le sud, à Beyrouth et dans ses banlieues sud, dans la vallée de la Bekaa et de l'autre côté de la

frontière syrienne. Le Programme a œuvré en étroite coordination avec le Gouvernement, et plus précisément avec le Haut Comité de secours et le Ministère des affaires sociales.

PROBLÈMES DE LOGISTIQUE ET DE SÉCURITÉ

En temps normal, l'acheminement de plusieurs milliers de tonnes d'aliments et d'autres produits dans un pays aussi petit que le Liban, pourvu d'un excellent réseau routier et d'une infrastructure hautement développée, n'aurait pas posé de problème. Cependant, le bombardement d'installations et d'axes routiers majeurs, sans compter la destruction de plus de 140 ponts dans la première semaine du conflit, a paralysé le pays. Auparavant, il fallait environ une heure en empruntant la route principale pour parcourir les 80 kilomètres qui séparent le sud de Beyrouth de Tyr, deuxième ville du sud du pays. Les convois du PAM, qui devaient emprunter des lacets en montagne, des routes étroites et poussiéreuses, des ponts provisoires surchargés de voitures, d'autobus et de camions remplis de civils en

fuite, ont mis jusqu'à sept heures. Étant donné la fréquence des bombardements, ils devaient en permanence explorer la région pour trouver de nouveaux itinéraires; un pont accessible un jour pouvait être détruit le lendemain. Et à mesure que le conflit se prolongeait, il devenait de plus en plus difficile de trouver des sociétés de transport et des conducteurs prêts à se joindre aux convois d'aide.

Pour renforcer au maximum la sécurité de ses livraisons, le PAM a mis au point un système d'accord de sûreté, qui prévoyait de fournir aux deux acteurs du conflit la description détaillée de chaque convoi le jour précédant son départ. La description devait inclure le nombre de camions et de véhicules d'escorte, l'itinéraire exact, et les heures de départ et d'arrivée prévues. Jusqu'au 14 août, date de la déclaration de cessation des hostilités, aucun convoi du PAM n'a circulé sans l'assentiment préalable de toutes les parties impliquées.

Le système a fonctionné, en ce sens qu'aucun convoi du PAM n'a jamais fait l'objet d'une attaque, malgré deux situations à haut risque: un jour, des véhicules circulant à proximité des convois ont été détruits, et à Tyr, un bâtiment situé à moins de 100 mètres de l'endroit où des camions du PAM étaient déchargés a subi un bombardement. Ce système a néanmoins entraîné des retards de livraison importants et des convois à destination du sud ont notamment été bloqués pendant une semaine au début du mois d'août.

ATTAQUE CONTRE LA MAISON DES NATIONS UNIES

Le 30 juillet, plusieurs milliers de manifestants en colère se sont rassemblés dans le centre de Beyrouth pour protester contre le bombardement du petit village de Cana, dans le sud du pays, lancé la veille par Israël. Le village avait été entièrement détruit et au moins 40 personnes avaient péri.

Décus par l'incapacité de la communauté internationale à mettre rapidement fin au conflit, les manifestants ont

déchargé leur colère sur les Nations Unies. Des centaines de contestataires ont pénétré de force dans la Maison des Nations Unies, qui abritait les bureaux de la plupart des organismes d'aide, et ont brisé fenêtres, meubles et matériel. Un incendie a été déclenché au premier étage du bâtiment, mais la situation a été rapidement maîtrisée.

Heureusement, aucun fonctionnaire des Nations Unies n'a été blessé au cours de l'attaque. Les 20 employés du PAM qui étaient sur place s'étaient réfugiés dans le sous-sol du bâtiment et s'apprêtaient à évacuer en empruntant un parking souterrain. Cela s'est avéré inutile, car le personnel de sécurité a repris le contrôle des lieux. Le PAM a par la suite transféré son bureau dans l'hôtel Movenpick, à l'ouest de Beyrouth.

LE PAM CHEF DE FILE DE LA LOGISTIQUE

En qualité d'organe de l'ONU responsable de la logistique, le PAM a pris en charge le transport des secours apportés par l'ONU et plusieurs ONG au Liban. Au total, il a acheminé 25 200 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires pour 38 organisations, par la voie terrestre, maritime et aérienne.

Parmi les principaux produits non alimentaires transportés par le PAM vers le Liban et à l'intérieur du Liban se trouvaient du combustible, des matériaux pour



L'urgence au Liban

fabriquer des abris, de l'eau, du matériel médical et des kits d'hygiène. Le Programme a également aidé le Gouvernement libanais à importer 12 300 tonnes de blé durant la période du blocus israélien.

La pénurie de camions en état de marche a entravé le transit des marchandises à l'intérieur du Liban. Les véhicules loués sur place étaient trop souvent vétustes, d'où des pannes fréquentes, surtout sur les routes accidentées empruntées en raison des déviations. L'aide de l'Organisme suédois des services de sauvetage, qui a fourni neuf poids lourds et des véhicules de soutien logistique, et mis à disposition des conducteurs et des mécaniciens, a joué un rôle crucial dans la capacité du PAM d'assurer les livraisons d'aide pour le compte de toute la communauté humanitaire.

VISITE DU PRÉCÉDENT DIRECTEUR EXÉCUTIF AU LIBAN

Le précédent Directeur exécutif du PAM, James Morris, s'est rendu au Liban au début du mois de septembre pour juger par lui-même de l'intervention.

Il est allé dans le sud, jusqu'à la ville de Ghazieh, afin de constater les effets des bombardements et d'évaluer les besoins des habitants, qui commençaient à reconstruire leur vie après presque cinq semaines de conflit.

Située sur la côte à presque 50 kilomètres au sud de Beyrouth, Ghazieh abrite une communauté agricole et quelques industries légères disséminées. Lors du conflit, les raids aériens ont tué 31 habitants et détruit près de 20 maisons, ainsi que des dizaines de commerces. La plupart de ceux qui avaient fui les combats sont rentrés peu de temps après le cessez-le-feu, pour réparer ou reconstruire ce qui leur appartenait, mais beaucoup avaient encore besoin d'une aide humanitaire, surtout d'eau potable et de nourriture.

"Au cours des prochaines semaines, nombreux sont ceux qui auront encore besoin d'une aide alimentaire, afin de pouvoir consacrer toutes leurs ressources et leur énergie aux multiples tâches qui les attendent. Quand les activités commerciales auront repris un cours normal, nous pourrons alors mettre un terme à



nos opérations. Nous ne voulons pas rester un jour de plus que nécessaire", a déclaré M. Morris, en ajoutant: "Ayant suivi le conflit jour après jour, je voulais venir au Liban pour constater de visu ce que les gens avaient enduré. Je suis à la fois attristé par les pertes qu'ils ont subies et rassuré par leur endurance et leur résistance. Après ce que j'ai vu aujourd'hui, je sais que la population libanaise est capable de surmonter cette nouvelle épreuve", a-t-il conclu.

À Beyrouth, M. Morris a rencontré le Premier Ministre libanais, Fouad Siniora, et le Conseiller du Premier Ministre et Président du Conseil de développement et de reconstruction, Nabil Al Jisr.

SITÔT ARRIVÉ, SITÔT PARTI

Dès la cessation des hostilités, l'intervention du PAM est entrée dans une nouvelle phase. La levée du blocus israélien a grandement amélioré les possibilités d'accès, avec la remise en service de l'aéroport international de Beyrouth et l'ouverture des ports de Beyrouth, Tripoli et Tyr au transport maritime international. Pendant les

combats, le PAM avait concentré ses efforts sur les personnes déplacées, mais il devait désormais venir en aide à toutes les victimes de la guerre, aussi bien celles qui n'avaient pas quitté leur foyer que les centaines de milliers de rapatriés qui, à leur retour, retrouvaient souvent leur maison détruite.

"Le PAM a fait un excellent travail. Nous sommes intervenus rapidement; nous avons fait tout ce qui était nécessaire et, une fois notre mission accomplie, nous nous sommes retirés."

Jean-Jacques Graisse,
Vice-Directeur exécutif et Directeur des opérations du PAM

Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les activités commerciales ont tardé à reprendre leur cours normal et dans l'intervalle, il était vital pour de nombreux Libanais de bénéficier d'une aide alimentaire du PAM.

Entre fin août et début septembre, le personnel du PAM a effectué une mission d'évaluation de deux semaines afin de déterminer s'il fallait prolonger la durée de l'aide. Selon les conclusions de la mission,

SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE HAYA EN SYRIE

Le 4 août, Son Altesse Royale la Princesse Haya Bint Al Hussein, Ambassadrice itinérante du PAM, a accompagné James Morris lors de sa visite d'une journée aux réfugiés libanais en Syrie.

Ils ont rencontré des réfugiés dans un centre situé à Damas, où le PAM fournissait du pain à près de 7 000 personnes, et visité un camp de réfugiés à l'extérieur de la capitale.

M. Morris et la Princesse Haya ont lancé un appel pour que l'aide apportée aux civils soit renforcée afin d'alléger leurs souffrances. La Princesse Haya a déclaré: "Les responsables politiques doivent agir unanimement pour mettre un terme à ce conflit insensé, en plaçant l'humanité au premier rang de leurs préoccupations ... Il faut que l'aide alimentaire atteigne les populations au cœur du conflit, sans interférence aucune, et que nous puissions distribuer des vivres pour rendre la vie supportable à nos enfants et leur donner l'espoir dont ils ont désespérément besoin à l'heure où je vous parle."



Environ 140 000 Libanais ont gagné la Syrie pour échapper aux bombardements, avec souvent pour seul bagage les vêtements qu'ils portaient. Le PAM a apporté une aide alimentaire à 50 000 d'entre eux.

Après la cessation des hostilités, le 14 août, les réfugiés ont reflué vers leur pays, évacuant les camps et les centres en quelques heures. Le PAM a installé des points de distribution à la frontière, donnant des biscuits à haute teneur énergétique et de l'eau aux familles qui prenaient le chemin du retour.

L'urgence au Liban

certaines tranches de la population – notamment celles dont le logement avait été détruit – continuaient de subir les effets de la guerre, mais dans l'ensemble du pays, des aliments étaient disponibles à des prix abordables. Même dans le sud du pays, qui avait été le plus gravement touché par les bombardements, le marché affichait des signes de reprise encourageants.

Le rapport d'évaluation recommandait au PAM de continuer de fournir une aide alimentaire aux personnes les plus démunies jusqu'à la fin du mois d'octobre. Au cours des trois mois précédents, le PAM

avait mis sur pied une opération qui, au plus fort de son activité, avait mobilisé jusqu'à 150 fonctionnaires nationaux et internationaux, afin de fournir une aide alimentaire à près de 824 000 personnes, et plus de 2 000 tonnes de produits non alimentaires. L'opération s'était déroulée pendant et après le conflit, dans des conditions extrêmement périlleuses en raison du nombre d'engins non explosés.

Le 31 octobre, Zlatan Milisic, Coordonnateur des secours d'urgence du PAM au Liban, a été le dernier fonctionnaire de l'Organisation à quitter le pays.



SOMALIE

L'Éthiopie a lancé ses premières frappes aériennes sur la Somalie le 24 décembre pour soutenir le Gouvernement fédéral somalien de transition, quelques heures avant qu'un Antonov An-12 affrété par le PAM n'effectue les premiers largages de vivres en Somalie depuis sept ans.

Ce n'était qu'une coïncidence, qui a rappelé les risques inhérents à toute action menée dans l'un des pays les plus dangereux et les plus instables du monde et la raison pour laquelle le PAM apporte cette aide année après année: les populations en ont besoin; et ce d'autant plus dans un pays comme la Somalie, qui ne figure même pas parmi les 177 pays classés chaque année par le Programme des Nations Unies sur le développement (PNUD) selon l'indicateur de développement humain, en raison de l'absence de données comparables depuis 2001.

Les frappes aériennes sont intervenues au terme des années les plus troublées jamais traversées par la Somalie, tant sur le plan militaire que politique, depuis la chute du Gouvernement de Siyad Barré en 1991. Malheureusement pour la population du sud et du centre du pays, le dernier conflit en date a éclaté juste après la pire sécheresse de cette décennie et les pires inondations de ces dernières années (voir Catastrophes naturelles, page 28).

Confronté chaque jour à de nouveaux défis dans cette région, le PAM a livré, en 2006, 78 000 tonnes de produits alimentaires à 1,4 million de personnes vulnérables, soit presque trois fois plus qu'en 2005. La vaste majorité des bénéficiaires – 1,2 million – vivaient dans le sud et le centre de la Somalie.

À partir de juin 2006, les forces de l'Union des tribunaux islamiques ont pris le contrôle de Mogadiscio et de toute une série de villes du sud et du centre de la Somalie et se sont avancées jusqu'à la frontière avec la région de Puntland dans le nord-est. En décembre, l'Union semblait sur le point de chasser le

Gouvernement fédéral de transition de son dernier bastion, la ville de Baidoa.

Alors que chacun redoutait le déclenchement d'un conflit régional et que des plans d'urgence se préparaient, le Gouvernement fédéral de transition et les forces éthiopiennes ont repoussé l'Union des tribunaux islamiques vers Mogadiscio, puis jusqu'au port méridional de Kismayo, avant de l'acculer dans la région de Ras Kamboni, zone frontière avec le Kenya, à la pointe sud de la Somalie.

Ce retournement brutal s'est déroulé en moins de deux semaines, durant lesquelles l'Union des tribunaux islamiques a essuyé de lourdes pertes humaines du côté de Baidoa, puis a cédé ville après ville au Gouvernement, face à la puissance de feu des chars, des hélicoptères de combat et des avions MiG fournis en renfort par l'Éthiopie.

Doté de 15 bureaux de terrain et bureaux auxiliaires et employant plus de 100 agents nationaux en Somalie, le PAM constitue le plus grand organisme humanitaire du pays, dans lequel il travaille depuis les années 60. Le conflit de 2006 n'a fait que perpétuer un long cycle de violence, venu couronner une suite ininterrompue de situations d'urgence imputables à la guerre, à la sécheresse et aux inondations.



Malgré le transfert de certains agents hors des zones de combat, la plupart des bureaux du PAM ont maintenu leur personnel pour poursuivre leurs activités pendant toute la durée du conflit, y compris à Mogadiscio. Tandis que le Gouvernement fédéral de transition et les forces éthiopiennes se rapprochaient de la capitale, un navire affrété par le PAM est arrivé à Mogadiscio le 26 décembre et a commencé le jour même à décharger 4 500 tonnes de produits alimentaires. Bien que le contrôle du port ait changé trois fois de mains, passant de l'Union des tribunaux islamiques à des milices, puis au Gouvernement de transition, les dockers ont travaillé sans relâche pour décharger l'intégralité de la cargaison.

Hormis quelques brèves interruptions liées à des impératifs de sécurité, le personnel et les partenaires du PAM ont poursuivi la distribution de l'aide alimentaire dans le sud durant les deux dernières semaines de 2006. Près de 2 000 tonnes de produits alimentaires ont été distribuées à 93 000 personnes victimes d'inondations dans les régions du Bas-Shebelle, du Bas-Juba et du Moyen-Juba.

Lorsque le Gouvernement a déclaré qu'il fermait les frontières et l'espace aérien du pays et que l'Éthiopie a lancé ses frappes aériennes, le 24 décembre, le PAM a été contraint de transférer deux hélicoptères Mi-8 du port méridional de Kismayo vers le Kenya voisin. Le Programme a également dû suspendre les largages effectués dans le sud, qui partaient du port kényan de Mombasa, mais seulement après que des hélicoptères et des avions eurent parachuté 150 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires essentiels pour les habitants des zones inondées.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'année 2006 a constitué un tournant décisif pour la République démocratique du Congo (RDC), puisqu'elle a organisé ses premières élections démocratiques libres depuis 45 ans, sous la protection de la plus grande mission de maintien de la paix de l'ONU au monde. Le Président sortant, Joseph Kabila, l'a emporté avec 58 pour cent des suffrages.

Les avancées politiques et le rétablissement de la sécurité dans certains endroits du pays ont incité les Congolais à rentrer chez eux en 2006, avant la fin des élections. Aujourd'hui, il appartient aux acteurs humanitaires d'améliorer la situation humanitaire au même rythme que la situation politique afin que la population puisse rebâtir sa vie et connaître la paix.

Dotée d'une superficie égale à celle de l'Europe de l'Ouest, privée d'une infrastructure de transport adéquate et ravagée par une violence endémique, notamment dans l'est, la RDC est considérée depuis longtemps par de nombreux donateurs comme un problème quasiment insoluble. Les élections ont changé ce regard et permis d'espérer que la RDC pourrait enfin connaître la paix et le développement.

En 2006, le PAM a fourni 42 000 tonnes de produits alimentaires à 1,6 million de personnes en RDC – à peine la moitié de la quantité planifiée, en raison de l'insuffisance des ressources, de l'insécurité et du piètre état des infrastructures. Sur les 73 millions de dollars requis pour fournir 82 000 tonnes de produits alimentaires de janvier à décembre 2006, moins de la moitié avait été réunie à la fin du mois de juillet.

Ce déficit de financement survenait dans la pire des conjonctures car la violence avait déplacé 500 000 personnes durant les premiers mois de l'année. Le PAM a donc dû parer au plus pressé en tentant de circonscrire les premiers foyers de crise. Au total, il a consacré 83 pour cent des ressources de l'opération à couvrir les urgences causées par la violence des groupes armés.





Globalement, le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays a baissé de 33 pour cent par rapport à 2005, tombant à 1,1 million. Cependant, alors qu'un grand nombre de personnes s'apprêtaient à regagner leur foyer, la violence des milices a repris et intensifié les déplacements – dans de nouvelles zones et dans celles où les personnes déplacées étaient revenues, soulignant ainsi la fragilité du processus de paix.

Certains ont été plusieurs fois déplacés, notamment dans le Nord-Kivu, en Ituri et au Katanga, dans l'est du pays. Ils ont construit des abris de fortune avec des feuilles et des plantes grimpantes, se sont nourris de fruits sauvages et ont consommé une eau sale. Ils ne pouvaient pas cultiver les champs et les femmes étaient victimes d'agressions sexuelles. Leur survie dépendait pour la plupart d'une aide extérieure. Malgré cela, le manque de ressources a contraint le PAM à réduire considérablement les rations de juillet à décembre. Le problème le plus grave demeurait l'accès aux populations, les routes ayant été détruites par des années de guerre civile. La saison des pluies, en février, a dégradé l'état des routes déjà très endommagées et les transporteurs ont augmenté leurs tarifs.

Le PAM est intervenu en mars en parachutant – pour la première fois en RDC – plus de 330 tonnes de produits alimentaires destinées à 38 000 personnes déplacées. Ces largages aériens étaient les premiers effectués par le PAM depuis 1998, hormis ceux réalisés au Soudan. Quelques mois plus tard, un apport du CERF a permis au PAM d'acheter 25 camions et de renforcer la capacité de livraison au Katanga, qui souffre d'une pénurie de camions commerciaux et de coûts de transport élevés.

Suite aux élections, la majorité des 200 000 personnes déplacées au Katanga ont pris le chemin du retour – certaines pour la première fois depuis des années. Le PAM et ses partenaires ont fourni des produits alimentaires et des semences à plus de 97 000 personnes au Katanga, afin qu'elles commencent enfin à reconstruire leur vie en paix.

Un accord signé avec la Société nationale des chemins de fer du Congo a permis au PAM d'organiser des "trains humanitaires" en partance de la ville de Lubumbashi, dans le sud du pays. Certains trains ont roulé jusqu'à Kindu, à 1 500 kilomètres plus au nord. D'octobre à décembre, ces convois ont transporté la plus grande quantité de produits alimentaires jamais acheminée

Les conflits

par voie ferrée au cours de la dernière décennie. Au total, plus de 3 000 tonnes ont été livrées en trois mois à plus de 400 000 personnes.

Des fonds provenant du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et du CERF ont permis aux services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies gérés par le PAM d'acheminer des cargaisons et de transporter plus de 9 500 passagers à titre humanitaire dans des zones reculées de la RDC en 2006. Faute de ressources suffisantes, ces services ont cessé toute opération en RDC en décembre 2006.

En avril, deux membres d'équipage et un civil ont trouvé la mort lorsqu'un avion affrété par le PAM s'est écrasé dans les montagnes de Rwenzori, en Ouganda, de l'autre côté de la frontière avec la RDC orientale. La communauté humanitaire, choquée par leur disparition, tient à rendre hommage à leur dévouement.

Dans l'ouest de la RDC, des barges louées par le PAM ont transporté des vivres de la capitale Kinshasa vers le nord-ouest.

À la fin de l'année 2006, en qualité d'organe responsable de la logistique, le PAM a mis l'accent sur les activités opérationnelles et sur la coordination avec ses partenaires pour remettre en état l'infrastructure lacustre, fluviale, routière et ferroviaire.

Au cours de l'année, le PAM a conclu des partenariats avec 240 ONG locales et 40 ONG internationales. Des contributions de la Commission européenne, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grèce et de la France ont permis de financer l'achat local de denrées indispensables.

TCHAD

Dépourvu de littoral et de toute infrastructure, déchiré par la violence, le Tchad compte parmi les environnements opérationnels les plus difficiles pour le PAM. En 2006, le Programme a nourri plus de 270 000 personnes ayant trouvé refuge au Tchad et fourni

des rations d'urgence à près de 66 000 Tchadiens déplacés par les combats faisant rage dans l'est du pays.

En 2006, l'escalade de la violence dans l'est du Tchad a menacé de mettre en péril toutes les tentatives d'aide humanitaire. En décembre, des affrontements sporadiques entre des groupes rebelles et l'armée tchadienne ont contraint le PAM à suspendre provisoirement toutes ses activités autres que celles d'urgence, afin de cibler spécifiquement plus de 220 000 réfugiés de la région soudanaise du Darfour et les Tchadiens déplacés par le conflit. La situation a été aggravée par la guerre qui sévit dans la région voisine du Darfour et qui déstabilise le pays et par l'intensification des conflits interethniques.

En novembre, les rebelles ont pillé les entrepôts d'Abéché, une plaque tournante de l'aide humanitaire, soit pour le PAM une perte de presque 500 tonnes de vivres, d'une valeur proche d'un demi-million de dollars. Face à l'aggravation de l'insécurité, l'Organisation a dû évacuer sans délai tous les agents dont la présence n'était pas indispensable, certains pour la seconde fois en moins d'un an. Pour coordonner les opérations aussi efficacement que possible dans cet environnement instable, tous les chefs des bureaux auxiliaires de l'est ont été rassemblés à Abéché, en attendant que le climat s'apaise. Vers la fin de l'année, le personnel du PAM a dû faire appel à une escorte gouvernementale pour accéder à 6 des 12 camps de réfugiés.

Malgré tous les obstacles et des ressources humaines considérablement réduites sur le terrain, le PAM et ses ONG partenaires ont assuré, sans interruption, l'approvisionnement en vivres des camps de l'est du pays et des populations tchadiennes les plus gravement touchées par la violence. Quelques mois plus tôt, le Programme était une nouvelle fois parvenu à prépositionner tous les stocks nécessaires avant la saison des pluies, pendant laquelle tout transport terrestre à grande échelle est paralysé durant plus de quatre mois. Le problème se pose chaque année et, pour y remédier, il est indispensable que les donateurs confirment leurs contributions au plus tôt.



Dans le cadre d'une autre opération tout aussi difficile dans la partie méridionale du pays, le PAM a apporté une aide alimentaire à environ 50 000 réfugiés de la République centrafricaine qui, depuis 2003, fuient vers le nord pour échapper aux combats et à des actes de violence aveugles aux abords des villages. Quelque 17 000 d'entre eux sont arrivés au Tchad fin 2005 ou début 2006. Étant donné que les violences persistent dans le nord de la République centrafricaine, ils n'envisagent pas de rentrer chez eux.

Les services aériens d'aide humanitaire ont apporté une aide précieuse aux opérations de secours du Tchad, en transportant par voie aérienne les agents humanitaires et les secours d'urgence de la capitale N'Djamena vers les principaux centres opérationnels. Ces services demeurent essentiels, car ils permettent au personnel compétent d'atteindre les régions reculées de ce vaste pays où vivent les plus démunis.

DARFOUR

En 2006, l'intervention au Soudan a été l'une des plus importantes opérations d'urgence au monde jamais

engagée par le PAM, couvrant plus de cinq millions de personnes. Malgré une économie pétrolière en plein essor, le plus grand pays d'Afrique est peu développé et anéanti par la violence. Le conflit en cours au Darfour, les effets durables de la guerre civile dans le sud et la pauvreté chronique dans l'est exposent une large part des 35 millions de Soudanais à l'insécurité alimentaire et les rendent totalement dépendants d'une aide internationale, faute de services sociaux adéquats.

L'espoir de voir la situation humanitaire s'améliorer en 2006, l'une des principales hypothèses sur lesquelles reposait la planification des opérations du PAM, ne s'est pas réalisé. Malgré la signature de l'Accord de paix du Darfour en mai, les conditions de sécurité se sont de fait dégradées dans la seconde moitié de l'année et 250 000 personnes supplémentaires ont été déplacées. En décembre, la situation a atteint un point critique, la sécurité et l'accès des organismes humanitaires atteignant leur plus bas niveau depuis avril 2004, au plus fort du conflit.

Aujourd'hui, quasiment deux millions de Darfouriens déplacés vivent dans des camps et leur survie

Les conflits

dépendent entièrement de l'aide alimentaire, tandis qu'un million d'autres ont besoin d'une assistance pour compléter leurs moyens de subsistance. En dépit de l'insécurité, une étude menée conjointement par la FAO, l'UNICEF et le PAM a fait apparaître que les niveaux de malnutrition s'étaient stabilisés en 2006, juste au-dessous du seuil d'urgence de 15 pour cent pour les enfants de moins de 5 ans. L'étude a également montré que si 70 pour cent des Darfouriens touchés par la guerre souffraient d'insécurité alimentaire, ce chiffre était légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

Toutefois, 60 pour cent des ménages fortement exposés à l'insécurité alimentaire au Darfour ont expliqué que l'insécurité était le principal obstacle qui les empêchait de cultiver leurs terres, d'élever leurs troupeaux et de participer à d'autres activités génératrices de revenus. Les combats ont également empêché le PAM d'accéder aux camps, les routes étant souvent trop dangereuses pour que les convois d'aide s'y hasardent. En juillet, le pire des mois en matière d'accès, le PAM n'a pas pu atteindre près d'un demi-million de bénéficiaires. Néanmoins, quelque 400 000 tonnes de produits alimentaires ont été distribués au Darfour l'an dernier.

En 2006, les événements ont pris une tournure inquiétante au Darfour, lorsque des agents humanitaires

ont fait l'objet d'agressions. Douze d'entre eux, tous Soudanais, sont morts en mission au Darfour lors du deuxième semestre de 2006, soit plus que les deux années précédentes réunies. Plus de 400 employés de l'ONU et d'ONG ont été évacués dans le cadre de 31 incidents isolés survenus durant les six derniers mois de 2006. En décembre, dans le plus grand camp de personnes déplacées au monde, à Gereida, des hommes armés ont fait irruption dans les locaux des organismes humanitaires et frappé le personnel à coups de crosse de fusil. En conséquence, le partenaire coopérant du PAM, Action contre la faim, a été contraint de se retirer, laissant 130 000 personnes sans vivres, jusqu'à ce que le Comité international de la Croix-Rouge ne prenne la relève.

Outre l'insécurité persistante au Darfour, la mobilisation de fonds pour la gigantesque opération du Soudan a relevé de l'exploit. En avril, le PAM a pris la douloureuse décision de réduire de moitié les rations du Darfour, car seulement 32 pour cent des 746 millions de dollars requis pour financer l'opération avaient été mobilisés. (Si l'on inclut l'opération aérienne et la construction de routes dans le Sud-Soudan, le PAM a lancé un appel de fonds de près d'un milliard de dollars pour le Soudan, soit presque le tiers de son budget annuel de l'an dernier.) Heureusement, une réaction salutaire des donateurs, notamment des États-Unis et de la



Commission européenne quelques mois plus tard, a permis de rétablir les rations, et fin 2006, l'opération était financée à hauteur de 84 pour cent.

CRISE À GAZA ET EN CISJORDANIE

Alors que l'année 2006 débutait sous les meilleurs auspices, les perspectives se sont assombries dès février, lorsqu'une myriade de nouvelles menaces sont venues compromettre la sécurité alimentaire des ménages.

L'IPSR mise en place par le PAM de septembre 2005 à août 2007 prévoyait au départ de nourrir 480 000 personnes non réfugiées parmi les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Mais dès juin 2006, une évaluation des besoins alimentaires d'urgence a indiqué que la population avait besoin d'un soutien plus important pour préserver ses moyens de subsistance face à une crise humanitaire de plus en plus préoccupante. Il ressortait de l'évaluation que la bande de Gaza était la région la plus éprouvée, en raison des effets combinés de la stagnation de son économie, des restrictions imposées à la liberté de circulation et du phénomène de la grippe aviaire, tandis que la Cisjordanie affichait une tendance inquiétante au morcellement des marchés.

Pour atténuer l'impact de la crise sur les familles non réfugiées les plus pauvres et les plus vulnérables, le PAM a lancé son plan d'urgence en juillet: i) en augmentant le nombre de bénéficiaires de 25 pour cent afin de couvrir 597 000 personnes; et ii) en ajoutant des conserves de viande et de poisson aux rations distribuées à Gaza pour réduire les risques nutritionnels liés à l'apport insuffisant en protéines dû à l'épidémie de grippe aviaire.

Le PAM a dû relever de nombreux défis pour mettre en œuvre son programme dans un climat d'instabilité politique et d'insécurité, mais la souplesse et le pragmatisme dont a fait preuve l'équipe de pays ont porté leurs fruits. Devant les restrictions d'accès à la bande de Gaza, l'équipe du PAM chargée de la logistique et ses partenaires ont dû adopter une approche novatrice à la hauteur de ces circonstances exceptionnelles.



Plusieurs corridors parallèles ont été mis en place en vue d'acheminer les vivres à Gaza, ce qui a permis la poursuite de l'opération malgré la fermeture fréquente des principaux postes frontières. Ainsi, bien que le principal point de passage vers Gaza ait été bloqué maintes et maintes fois (pendant une durée équivalente à 5 mois), les vivres ont continué d'atteindre les plus démunis en temps voulu. Le PAM est parvenu à livrer 95 pour cent des produits alimentaires prévus et à atteindre ses objectifs, soit 30 000 tonnes pour la bande de Gaza et 37 000 tonnes pour la Cisjordanie.

Le PAM a également répondu aux besoins d'urgence des personnes les plus durement touchées par le conflit, en distribuant des rations prêtes à consommer (du pain et des conserves de viande) à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

L'évaluation de la sécurité alimentaire conduite conjointement en novembre par le PAM et la FAO a montré que, grâce à l'appui de généreux donateurs, la souplesse d'intervention du PAM avait permis d'atténuer les effets de la crise alimentaire et d'aligner les niveaux de sécurité alimentaire sur ceux de 2004; néanmoins, la vulnérabilité commençait à gagner les zones urbaines et de nouveaux groupes cibles. Il est impératif de poursuivre l'aide en faveur des personnes non réfugiées exposées à l'insécurité alimentaire, pour préserver leur état nutritionnel et leurs moyens de subsistance de base, en attendant que soit trouvée une solution politique.

SUD-SOUDAN

En juin, le Directeur exécutif du PAM, James Morris, a été accueilli avec enthousiasme lorsqu'il s'est rendu dans le Sud-Soudan. Au terme de son périple, il a rencontré un petit garçon, affectueusement baptisé "Une heure" car c'était le moment de la journée où il avait été retrouvé seul, en larmes, errant dans un paysage dévasté. Il faisait partie d'un groupe de "rapatriés" qui retournaient vers le Sud-Soudan en 2005, après 21 ans d'une guerre civile sans merci entre le nord et le sud.

En chemin, le groupe avait été attaqué par des hommes armés à cheval, et le petit garçon avait été séparé de sa mère. Il aurait péri, n'eût-il été recueilli par une femme au cœur généreux, du nom de Noura Sawa Abu. Noura, déjà mère de neuf enfants, appartenait au même groupe de rapatriés. N'ayant pas réussi à retrouver la mère de l'enfant, elle l'avait pris en charge et surnommé "Une heure" ou Sahwat, dans sa langue maternelle, le dinka.

L'histoire est parvenue aux oreilles de James Morris, qui a fait la connaissance d'Une heure l'an dernier, dans la ville de Rumbek, dans le Sud-Soudan, où Noura et les autres rapatriés du groupe avaient débroussaillé le terrain



alentour et construit plus de 200 tukuls traditionnels faits de boue séchée, grâce à l'aide du PAM dans le cadre d'un projet Vivres contre travail (VCT). Lorsqu'il a été présenté à Une heure, M. Morris a pris le garçon dans ses bras et s'est tourné vers Noura: "Merci de lui avoir sauvé la vie", a-t-il déclaré.

L'an dernier, près de 700 000 rapatriés soudanais ont reçu des rations de réinstallation pour trois mois, tandis qu'environ 50 000 personnes recevaient des rations de

transit spéciales. Le PAM envisage de renforcer la distribution de rations de réinstallation en 2007 et de doubler le nombre de rations de transit. Quasiment quatre millions de Soudanais du sud ont été déplacés à l'intérieur du pays durant la guerre civile et 600 000 se sont dispersés dans les camps de réfugiés des pays voisins. Leur long et souvent périlleux retour représente la plus importante migration d'êtres humains au monde à ce jour.

TIMOR-LESTE

Cinq ans après l'accès du Timor-Leste à l'indépendance et à l'autodétermination complète – après 24 ans sous la

REMISE EN ÉTAT DES ROUTES

Deux décennies de conflit ont réduit le Sud-Soudan à l'état de ruines. Au sortir de la guerre qui l'a opposé au nord, presque tous les bâtiments étaient détruits, les toits des écoles et des hôpitaux avaient été arrachés pour construire des abris antiaériens, et les services de base, notamment l'électricité et l'eau courante, ne fonctionnaient quasiment plus. Les combats ont également ravagé le réseau routier du sud, laissant une région de la taille du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi réunis coupée du reste du pays et économiquement exsangue. À l'exception de quelques kilomètres dans deux villes auparavant contrôlées par l'armée du nord, Juba et Malakal, il ne restait plus aucune route goudronnée.

Pour stimuler le développement et réduire les coûts de livraison de l'aide, le PAM s'est engagé depuis trois ans dans un grand projet consacré à l'infrastructure, qui vise à réparer et à améliorer les routes dévastées dans le sud du pays. À ce jour, le Programme a construit presque 2 000 kilomètres de routes de gravier – dont 800 kilomètres en 2006 – et des ponts et des ponceaux, pour un coût avoisinant 180 millions de dollars. Un terrain d'atterrissage assez long pour accueillir de gros avions-cargos a été construit dans la ville stratégique de Rumbek et des centaines de kilomètres de routes ont été déminés et débarrassés des munitions non explosées. Le projet emploie quelque 1 700 travailleurs soudanais.

Les résultats de cette opération spéciale se font déjà sentir. Les prix sur les marchés de Juba, principale ville du sud, ont diminué de moitié depuis qu'une route, construite l'an dernier, relie la ville à l'Ouganda. Les temps de transport se sont fortement réduits, la circulation s'est amplifiée et le transport public est devenu plus compétitif. Le Gouvernement du Sud-Soudan était pleinement satisfait, au point qu'il a versé 30 millions de dollars au profit de l'opération l'an dernier, apportant ainsi son premier don à un

tutelle de l'Indonésie et trois ans sous l'autorité administrative de l'ONU, des troubles ont éclaté dans le pays en mai 2006 dans la capitale, Dili, et sa périphérie. Les combats, qui ont commencé par des émeutes provoquées par la mise à pied de 600 soldats et qui ont rapidement dégénéré en fusillades et en pillages, ont contraint des dizaines de milliers de personnes à fuir et à chercher refuge dans des camps de fortune.

Dans les premiers jours des troubles, le PAM, qui s'apprêtait quelques mois plus tard à clore une IPSR de deux ans en faveur de 175 000 personnes disséminées à

organisme d'aide. Du côté du PAM, les coûts de livraison de vivres dans le sud à 1,6 million de bénéficiaires ont considérablement diminué, car 80 pour cent des produits alimentaires sont désormais acheminés par voie terrestre et non plus aérienne, contre à peine 20 pour cent par la route avant le début du projet. Parallèlement, la flotte fort coûteuse qui assurait les largages pendant la guerre civile pour assurer la survie des populations a été réduite à un avion.

Un millier de kilomètres de routes supplémentaires sont en cours de construction, qui relieront différentes villes du sud et assureront la connexion entre les villes et le Nil, et entre le sud et le nord. L'opération a néanmoins rencontré plusieurs obstacles sur sa route. Les retards de financement et l'insécurité, notamment dans la partie reliant Juba au Kenya, ont freiné son avancement. Pendant les trois dernières saisons des pluies, des camions surchargés ont considérablement endommagé certains tronçons, malgré les avertissements du PAM. En conséquence, l'opération spéciale nécessitera 40 millions de dollars supplémentaires en 2007, afin de financer une remise en état des routes indispensable si l'on veut que les échanges commerciaux reprennent et que le pays recueille les dividendes de la paix.



travers le pays, a dû suspendre ses opérations. Le personnel international dont la présence n'était pas indispensable a été évacué.

Néanmoins, en une semaine – malgré la paralysie des réseaux de transport et la rupture des filières d'approvisionnement sous l'effet des combats incessants – le PAM a entrepris de distribuer une aide alimentaire d'urgence pendant six mois à près de 100 000 personnes touchées par la crise. L'opération, estimée à 5,2 millions de dollars, devait soutenir et compléter les efforts du Gouvernement pour fournir des vivres aux personnes hébergées dans des camps.

L'Organisation a commencé à distribuer du riz et des biscuits enrichis à 70 000 personnes vivant à Dili ou



dans sa périphérie – déplacées ou affectées d'une autre façon par les combats, et à 30 000 personnes vivant à la campagne. Outre la fourniture de rations aux personnes déplacées, le PAM a collaboré avec le Gouvernement pour planifier des interventions d'urgence et mettre en place un réseau de stockage de vivres dans de petits entrepôts sur l'ensemble du territoire national.

Le Timor-Leste est l'un des pays les plus pauvres d'Asie. Il souffre d'une insécurité alimentaire généralisée, en raison de faibles rendements agricoles, du manque de revenus, de la sécheresse et du sous-développement des marchés. Près d'un habitant sur trois souffre régulièrement de pénuries alimentaires.



SÉCHERESSE ET INONDATIONS EN SOMALIE ET AU KENYA

Il n'y a aucune voie de salut lorsqu'une catastrophe succède à une autre: le Kenya a connu une série de sécheresses puis, en 2006, la pire sécheresse dans la région depuis des années et ensuite les pires inondations depuis dix ans.

Les déplacements massifs de population et de troupeaux ont été les premiers signes annonciateurs d'une année difficile, à mesure que les pasteurs nomades s'apercevaient qu'il n'y avait plus d'endroits où faire paître le bétail. Les zones "de repli" traditionnelles, même dans les pays voisins, étaient sèches. Des femmes et des enfants se sont postés au bord des routes pour mendier de l'eau et de la nourriture.

Dans les semaines qui ont suivi l'absence des petites pluies de la saison Deyr, les animaux sont morts de maladies, après les longues attentes aux trous de forage et aux plans d'eau, d'épuisement ou de faim. Des enfants souffrant de déshydratation ont commencé à arriver dans les centres de soins de la région. Nombre d'entre eux n'y sont jamais parvenus.

La mort de centaines de milliers d'animaux – les pertes sont estimées à 70 pour cent du cheptel dans certaines parties du nord-est du Kenya et à 50 pour cent dans

certaines zones du sud de la Somalie – a entraîné une hausse de la malnutrition dans les deux pays où, même pendant les années relativement normales, 20 à 30 pour cent des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

Au plus fort de la sécheresse en 2006, les Nations Unies ont recensé plus de huit millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire immédiate en Afrique de l'Est et dans la corne de l'Afrique. Le PAM a mené une action très efficace dans toute la région.

La brève saison des pluies du *Deyr* quasi inexistante d'octobre à décembre 2005 a été suivie dans de nombreuses régions pastorales par une saison de longues pluies *Gu* insuffisantes d'avril à juin, et par des pluies *Deyr* abondantes de novembre à décembre. Les pertes en vies humaines ont été très limitées grâce à l'aide d'urgence, mais des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans le plus profond dénuement et dans l'incapacité, aujourd'hui encore, de se relever.

Pour bon nombre des habitants des zones arides et semi-arides du Kenya et de la Somalie, les sécheresses rendent leurs conditions de vie déjà rudes encore plus précaires. La dégradation des sols, la désertification et la diminution des pluies sont autant de nouveaux

coups portés aujourd'hui aux huit millions de pasteurs et d'agropasteurs des deux pays.

Grâce au soutien des donateurs, le PAM a prouvé une fois de plus en 2006 qu'il pouvait fournir une aide alimentaire d'urgence en temps voulu pour sauver la vie de millions d'êtres humains dans la région et gagner du temps pour le développement à long terme – en fonction de la volonté des gouvernements nationaux et de la communauté internationale.

Au Kenya, le PAM a fourni 258 000 tonnes de vivres à 3,86 millions de Kenyans dans 26 districts arides et semi-arides frappés par la sécheresse ou les inondations. Le PAM a rapidement élargi son opération d'urgence en augmentant le nombre de ses bénéficiaires, qui est passé de 1,2 million en janvier à 3,6 millions au plus fort de la sécheresse entre février et août.

De surcroît, la sécheresse, les inondations et les conflits en Somalie ont poussé 34 000 Somaliens à chercher refuge au Kenya, dans les camps de Dadaab, dans l'est du pays. Au total, 270 000 réfugiés hébergés dans les camps de Dadaab et Kakuma, situés dans les zones sinistrées par la sécheresse, ont été entièrement tributaires de la nourriture du PAM pour leur survie.

En Somalie, le PAM est venu en aide à environ 1,5 million de personnes en 2006 en distribuant 78 000 tonnes de vivres – soit quasiment le triple de la quantité reçue en 2005.

La sécheresse a coïncidé avec une récolte de maïs exceptionnelle dans l'ouest du Kenya mais, en raison des coûts de transport et du manque de pouvoir d'achat des pauvres, il n'était pas rentable pour les négociants d'écouler le maïs dans le nord-est du pays. À titre d'alternative, le Gouvernement kenyan a donné des produits alimentaires en nature, essentiellement du maïs, d'une valeur de 19,6 millions de dollars. Les vivres ont ensuite été jumelés avec des dons en espèces afin que le PAM puisse assurer leur transport jusqu'aux zones frappées par la sécheresse et les inondations et aider les personnes dans le besoin.

DE LA SÉCHERESSE AUX INONDATIONS

Sous l'effet d'un El Niño modéré, les petites pluies d'octobre à décembre 2006, qui avaient fait défaut l'année précédente, ont été les plus abondantes depuis des années et ont provoqué des inondations d'une ampleur considérable dans le nord-est, l'est et le long de la côte du Kenya, dans le sud-est de l'Éthiopie et le long des fleuves Juba et Shebelle en Somalie.

Les inondations n'ont pas été aussi dévastatrices que celles de 1997 au Kenya et en Somalie, mais dans certains endroits, les populations ont davantage souffert car les routes endommagées n'ont jamais été réparées. L'on estime à 250 000 le nombre de personnes déplacées par les inondations survenues le long des fleuves Juba et Shebelle.

Du jour au lendemain, des centaines de milliers de personnes auxquelles le PAM portait secours en raison de la sécheresse ont été ciblées en raison des inondations. Des centaines de camions au service du Programme sont restés bloqués pendant des semaines sur les routes de terre devenues impraticables ou transformées en borbier des deux côtés de la frontière.

Le PAM a lancé en novembre une opération spéciale de trois mois pour le Kenya et la Somalie comprenant des avions pour assurer la livraison et le largage des secours humanitaires, ainsi que le transport des travailleurs humanitaires, et des hélicoptères de type Mi-8 pour transporter le personnel et l'aide humanitaire jusqu'aux zones touchées par les inondations.



Catastrophes naturelles

Le PAM a également affrété des bateaux pour livrer l'aide alimentaire et d'autres secours aux communautés isolées des deux pays.

En novembre, la montée des eaux a provoqué le déplacement de 100 000 personnes dans les camps de

LE PASTORALISME N'EST PLUS VIABLE

Mohamed Abey, un pasteur âgé de 47 ans, chef de la communauté de Skanska, qui vit en bordure d'une route dans le nord-est du Kenya, nous apprend qu'il possédait 400 têtes de bétail avant la sécheresse. Aujourd'hui, il n'en possède plus que 20.

Il admet assez volontiers, non sans regret, que le pastoralisme tel qu'il existe dans le nord et l'est du Kenya n'est plus viable à long terme. Il est reconnaissant de la ration mensuelle d'aide alimentaire qu'il reçoit du PAM, mais il voudrait que le monde en fasse davantage pour que les 2 000 personnes vivant à Skanska retrouvent leur autonomie.

L'aide alimentaire du PAM n'a pas résolu les nombreux problèmes de Mohamed, mais elle lui a permis de gagner du temps en cette période de "décrochage", formule locale indiquant l'incapacité d'un pasteur de pourvoir aux besoins de sa famille après avoir perdu la totalité ou la quasi-totalité de son troupeau. Grâce à l'aide du PAM, la famille de Mohamed peut encore rester un certain temps à Skanska au lieu d'aller grossir les rangs des plus démunis qui se disputent des emplois occasionnels dans les villes.

Étant donné l'absence de mesures pour reconstituer les troupeaux ou offrir des filets de sécurité, la nourriture est pour ainsi dire la seule chose qu'ils peuvent attendre. "Si les pluies ne sont pas suffisantes et que nous ne pouvons pas retourner au pastoralisme, nous opterons pour d'autres solutions," prévoit-il. Il envisage la possibilité de se tourner vers l'agriculture, mais reconnaît qu'il a besoin d'être aidé pour les semences et l'irrigation.

Mohamed, père de 14 enfants, nous informe que certains d'entre eux sont allés à l'école et qu'il n'imagine pas l'un d'entre eux reprendre le mode de vie pastoral. "La seule solution est de les envoyer à l'école," affirme-t-il.

Depuis que les sécheresses se sont succédé au Kenya, décimant leur cheptel, de nombreuses personnes réalisent que les seuls à pouvoir se sortir de telles crises sont les familles ayant scolarisé leurs enfants. Une fois adultes, ils trouvent un emploi et peuvent envoyer de l'argent à leurs parents pour les aider à faire face aux difficultés croissantes.

réfugiés de Dadaab. Des ponts aériens et des largages ont été organisés pour livrer les denrées alimentaires et les autres secours dans les camps, qui sont restés inaccessibles par la route pendant près de deux mois, de manière que les distributions puissent commencer à temps en janvier 2007.

Après quelques premières hésitations, les donateurs se sont montrés très généreux pour les opérations du PAM au Kenya et en Somalie suite à la sécheresse et aux inondations. La Somalie a reçu 88 pour cent des ressources requises et les dons en espèces se sont élevés à 49,5 millions de dollars. En 2006, l'opération d'urgence pour le Kenya a reçu 211 millions de dollars, soit 94 pour cent des 225 millions de dollars requis pour la période allant de mars 2006 à février 2007.

Les opérations aériennes ont reçu un soutien financier rapide et indispensable par le biais du CERF, qui a permis à l'opération de "décoller". Au total, l'opération



spéciale lancée en 2006 a reçu 12,8 millions de dollars, soit 77 pour cent des 16,5 millions de dollars requis jusqu'à fin février 2007.

SÉCHERESSE EN ÉTHIOPIE

Les signes ne trompaient pas: carcasses d'animaux jonchant le bord des chemins de terre rouge, trous de forage asséchés et traits tirés des femmes portant des bidons d'eau à moitié vides. La sécheresse – phénomène bien connu en Éthiopie – frappait à nouveau, cette fois essentiellement dans la corne sud-est du pays, dans la région de Somali.

Dans cette partie de l'Éthiopie, 1,5 million de personnes, principalement des pasteurs et des agropasteurs, devaient recevoir de toute urgence une aide humanitaire après plusieurs saisons de pluies inexistantes. Cela, sans compter les 220 000 autres personnes que les missions d'évaluation avaient désignées comme étant également

particulièrement vulnérables dans la zone voisine de Borena, dans la région d'Oromiya.

Environ 1,7 million de personnes luttait pour survivre en ayant un accès limité à l'eau et à la nourriture. Leurs avoirs étaient épuisés, leurs capacités de faire face à ce nouveau choc, très diminuées et leurs stratégies de survie, exploitées au maximum.

L'appel humanitaire lancé en janvier 2006 par le Gouvernement éthiopien, les Nations Unies et d'autres partenaires humanitaires visait à recueillir 166 millions de dollars en aide alimentaire et non alimentaire. Sur les 2,6 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire d'urgence dans le pays en 2006, 69 pour cent vivaient dans les zones pastorales et agropastorales sinistrées de Somali et d'Oromiya. Environ 221 000 tonnes de vivres étaient nécessaires uniquement pour ces régions.

Le PAM est intervenu rapidement. En collaboration étroite avec le Gouvernement éthiopien, les premières allocations de vivres de 16 653 tonnes destinées à la région de Somali ont eu lieu en décembre 2005 et les distributions alimentaires ont commencé en janvier 2006. Des céréales, des légumes secs, de l'huile végétale et des aliments composés ont été chargés dans des camions pour être acheminés jusqu'aux points de distribution et nourrir des bénéficiaires affamés.

Le PAM a fourni un assortiment alimentaire complet (céréales, légumes secs et huile végétale) à 1,3 million de personnes victimes de la sécheresse en Éthiopie en 2006. Ce nombre de bénéficiaires est venu s'ajouter aux 5,5 millions de personnes recevant déjà une aide du PAM dans le cadre d'autres opérations menées dans le pays.

La pénurie d'eau et de pâturages a entraîné la migration des ménages en quête d'un sort meilleur. Les hommes et les garçons plus âgés sont partis avec leur troupeau à la recherche d'eau et de pâturages en laissant derrière eux les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes malades.



Catastrophes naturelles



Le bétail dont de nombreuses familles dépendent pour se nourrir a été décimé; des milliers de bêtes sont mortes d'épuisement, de soif et de faim. Les pertes auraient atteint jusqu'à 60 pour cent du cheptel dans certaines zones. Les veaux et les animaux affaiblis ont été abattus. La production de lait a connu une baisse considérable et le prix du bétail a chuté de 75 pour cent. Des interventions de secours et de redressement ont ensuite été nécessaires pour environ 54 millions de têtes de bétail.

Au mois de février, 640 000 personnes attendaient de l'eau de toute urgence dans la seule région de Somali et environ 100 000 dans la zone de Borena. Simultanément, le prix du maïs n'a cessé de croître tout comme la migration désordonnée.

En Éthiopie, où cinq grandes sécheresses ont sévi dans le pays en l'espace de 20 ans seulement, de nombreuses familles n'ont jamais eu le temps de se relever d'une catastrophe avant qu'une autre ne se déchaîne, anéantissant récoltes, troupeaux et moyens de subsistance. Des centaines de milliers de personnes arrivent à peine à survivre chaque année. Dans le sud-est du pays, près d'un enfant sur cinq souffre de malnutrition.

Au total, 200 000 personnes souffrant de malnutrition ont été recensées par le PAM pour recevoir une supplémentation alimentaire ciblée pendant la

sécheresse dans les régions de Somali et d'Oromiya. Sur ce nombre, 135 400 étaient des enfants âgés de moins de cinq ans et 63 698 des femmes enceintes et des mères allaitantes. Environ 9 400 tonnes de produits alimentaires supplémentaires ont été distribuées aux bénéficiaires inscrits.

Dans d'autres régions d'Éthiopie, 2006 a été une année de récolte exceptionnelle, la plupart des pâturages situés dans les zones auparavant frappées par la sécheresse se sont, à l'exception de quelques poches, régénérés grâce à de bonnes pluies.

Même si la sécheresse est devenue un phénomène plus fréquent en Éthiopie au cours de ces dernières années, les pertes en vies humaines ont sensiblement diminué. Lors de la dernière sécheresse, le déclenchement plus rapide des interventions humanitaires, l'amélioration des systèmes d'alerte rapide et la meilleure coordination sont autant de facteurs qui ont contribué à sauver des vies.

La contribution du PAM, la distribution de 120 000 tonnes de denrées alimentaires aux populations touchées par la sécheresse dans la région de Somali et la zone de Borena en 2006, a très clairement joué un rôle décisif dans ce drame humanitaire.

TREMBLEMENT DE TERRE EN INDONÉSIE

Le 27 mai 2006, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter a secoué la région de Yogyakarta sur l'île indonésienne de Java juste avant l'aube. Les premières estimations ont fait état de plus de 3 000 victimes et d'au moins 200 000 personnes sans abri.

Le PAM a commencé à distribuer des rations alimentaires d'urgence aux survivants 36 heures seulement après le séisme. L'aide alimentaire a été prélevée sur les stocks alimentaires que le PAM conservait à Jakarta et dans la ville voisine de Solo. Le manque de capacité de stockage dans les zones sinistrées a également conduit le PAM à acheminer des entrepôts

mobiles déjà utilisés à l'occasion de ses opérations menées après le tsunami.

Suite à une mission interorganisations d'évaluation rapide des besoins, le PAM a entrepris de nourrir environ 100 000 personnes pendant six mois, y compris 40 000 enfants âgés de moins de cinq ans, femmes enceintes et mères allaitantes. Le montant de l'opération a été estimé à 5,3 millions de dollars, qui devaient être absorbés par l'IPSR en cours en Indonésie.

Toutefois, le manque de ressources allouées à l'Indonésie tout entière a compromis l'opération menée suite au tremblement de terre et, à la mi-juillet, le PAM envisageait d'interrompre ses livraisons de vivres aux populations touchées. Heureusement, une contribution de l'Arabie saoudite de 2 millions de dollars, faite au PAM dans le cadre d'un don global de 5 millions de dollars pour soutenir les opérations de secours en Indonésie suite au séisme, a permis au Programme de poursuivre ses activités.

MAUVAISES RÉCOLTES AU BURUNDI

La campagne luxuriante du Burundi riche en bananiers et en collines verdoyantes n'a rien d'une terre stérile. Or, une série de calamités (insuffisance des pluies, maladies s'attaquant aux cultures et extrême pauvreté) se sont abattues sur le Burundi avant même que les pluies tombées trop tardivement et de manière trop abondante fin 2006 ne détruisent presque totalement les cultures de novembre dans la plupart du pays.

Avec un déficit alimentaire annuel moyen estimé entre 300 000 et 400 000 tonnes, 41 pour cent de la population burundaise souffrent de sous-alimentation chronique tandis que le pays peine à se relever de 13 années de guerre civile. La signature d'un accord de cessez-le-feu avec la dernière faction rebelle encore en activité, en septembre 2006, a assurément constitué l'événement politique majeur de l'année.

La population burundaise, dont une bonne part dépend de l'agriculture de subsistance non irriguée,



Catastrophes naturelles

connaît une croissance démographique supérieure à 3 pour cent par an. La production agricole par habitant a baissé de 24 pour cent depuis 1993. Les ressources déjà maigres sont exploitées au maximum avec le retour des personnes déplacées et des réfugiés.

L'année 2006 a également vu l'émergence de nouvelles tendances inquiétantes au Burundi. Par le passé, l'insécurité était la principale cause des déplacements de populations. Si les migrations saisonnières vers le Rwanda et les régions voisines sont courantes, les migrations de familles entières vers la Tanzanie et l'Ouganda en quête de nourriture, et la vente de leurs moyens de production, sont inhabituelles et préoccupantes.

En tout, le PAM a nourri 1,9 million de personnes au Burundi en distribuant 74 000 tonnes de denrées alimentaires en 2006. Sur l'ensemble de ces bénéficiaires, plus d'un million ont été secourus dans le cadre de distributions générales ciblées, environ 300 000 dans le cadre d'activités Vivres contre travail (VCT) et près de 200 000 dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.

Pendant le premier semestre de 2006, le PAM est venu en aide à 1,3 million de personnes affectées par la

sécheresse dans la région en distribuant 40 000 tonnes de vivres. En outre, le PAM a également donné de la nourriture à 79 000 réfugiés, rapatriés et personnes refoulées de Tanzanie vers le Burundi. Près de 12 000 réfugiés congolais ont également reçu une aide alimentaire du PAM en 2006.

Cette année, le PAM a collaboré avec la FAO pour venir en aide aux agriculteurs afin d'aider les familles à subvenir à leurs besoins à long terme. Le PAM a distribué des rations pour la protection des semences lors des deux principales campagnes agricoles et aidé 207 000 familles en distribuant 9 600 tonnes de vivres pour les empêcher de consommer les 4 000 tonnes de semences distribuées par la FAO, principalement dans les provinces du nord et de l'est.

D'autres projets destinés à la création d'avoirs et à la protection des cultures ont été mis en œuvre. Quelques activités VCT ont été mises en place afin d'aider les agriculteurs à surmonter les conséquences désastreuses de la maladie du manioc. Plus de 3 000 personnes ont reçu 200 tonnes de produits alimentaires dans le cadre de ces activités. Depuis 2002, la production de cette plante a globalement chuté de 30 pour cent, voire de 95 pour cent dans les zones les plus touchées par la maladie. Le manioc, qui présente une grande tolérance à la sécheresse, est au troisième rang des cultures de subsistance au Burundi et constitue 60 pour cent de l'assortiment alimentaire des ménages.

L'année s'est achevée avec la menace d'une nouvelle crise suite aux pluies abondantes tombées en novembre et en décembre, qui ont détruit les cultures et aggravé la situation des régions situées au nord et au nord-est, déjà très exposées à l'insécurité alimentaire. Ces pluies exceptionnellement abondantes ont également rendu les autres provinces plus vulnérables. À la fin de l'année, le pays tout entier était affecté par cette situation et environ 10 provinces sur 17 étaient très sérieusement touchées.





CORÉE DU NORD

Le PAM a mis un terme, le 31 décembre 2005, à l'assistance d'urgence qu'il fournissait à la République populaire démocratique de Corée depuis dix ans, après que le Gouvernement, évoquant de meilleures récoltes, craignant de voir émerger une culture de dépendance et ressentant comme une "intrusion" les méthodes de suivi de l'Organisation, eut déclaré ne vouloir accepter à l'avenir que l'aide servant à répondre aux besoins à moyen et à long terme.

En février 2006, le Conseil d'administration du PAM a approuvé une opération devant durer deux ans qui, faisant fond sur les acquis de dix années d'aide humanitaire, serait destinée à lutter contre les carences nutritionnelles et la faim chronique dans le pays. Les distributions ont repris en mai, après la signature d'un accord avec le Gouvernement sur les nouvelles modalités de travail au terme de longues négociations.

L'opération, estimée à 102 millions de dollars et nécessitant 150 000 tonnes de produits en faveur de 1,9 million de Nord-Coréens, visait à fournir des aliments enrichis en vitamines et minéraux produits dans le pays aux jeunes enfants et aux femmes en âge de procréer, ainsi que des rations de céréales aux

communautés touchées par le sous-emploi pour construire, ou remettre en état, des avoirs communautaires, notamment agricoles.

Plusieurs donateurs ont exprimé leur vive inquiétude quant aux restrictions imposées par le Gouvernement sur le suivi de l'aide et l'accès aux populations. Ces restrictions réduisaient le nombre de fonctionnaires internationaux de 46 à 10 et les 400 visites mensuelles prévues pour le suivi à un nombre bien inférieur.

Les précédentes opérations menées par le PAM ont mobilisé plus de quatre millions de tonnes de produits d'une valeur de 1,7 milliard de dollars, permis de venir en aide à un tiers de la population du pays, qui compte 23 millions d'habitants, et ont contribué à faire baisser sensiblement les taux de malnutrition. À l'origine conçues pour satisfaire des besoins d'urgence, ces opérations ont progressivement visé à renforcer la sécurité alimentaire à moyen et à long terme.

Si, par le passé, les ressources du PAM étaient réparties dans tous les comtés accessibles – 160 sur 203 pendant une bonne partie de l'année 2005 –, la nouvelle opération envisageait d'adopter une approche plus ciblée en affectant 80 pour cent des denrées alimentaires aux

50 comtés les plus vulnérables, situés pour l'essentiel dans l'est du pays fortement urbanisé et dans les zones montagneuses et reculées du nord.

La nouvelle opération a rapidement connu des difficultés de financement. En novembre, il manquait 88 pour cent des fonds requis et le PAM n'opérait que dans 30 des 50 comtés visés. Au total, la République populaire démocratique de Corée devait faire face à une pénurie de céréales d'un million de tonnes. Les disponibilités réduites en céréales risquaient d'avoir des conséquences terribles sur la santé nutritionnelle de la population, notamment après la décision de la Corée du Sud de ne pas fournir 500 000 tonnes de produits au titre de l'aide bilatérale suite aux essais nucléaires menés par la République populaire démocratique de Corée en octobre. L'aide alimentaire bilatérale fournie par la Chine n'atteignait également que 75 pour cent environ de son niveau des années précédentes.

À la fin de l'année, l'intervention alimentaire ciblée du PAM en République populaire démocratique de Corée permettait d'aider plus de 700 000 personnes, principalement des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes dans 29 comtés – soit un peu plus de la moitié du nombre de comtés prévus et un peu moins de la moitié du nombre de bénéficiaires envisagés au début de la nouvelle opération six mois plus tôt.

Face à la réticence des donateurs et à l'incertitude politique permanente, la question se posait de savoir si l'opération du PAM pourrait être maintenue, même sous cette forme très réduite. La reprise des discussions à six (Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Chine, Russie et Japon) à Pékin fin 2006 a cependant fait naître une lueur d'espoir quant à l'amélioration du climat politique.

SÉISME AU CACHEMIRE – DE L'URGENCE AU REDRESSEMENT

En avril 2006, le PAM a mis fin à son opération d'urgence en faveur des victimes du tremblement de terre survenu le 8 octobre 2005 et lancé une opération de redressement suite au séisme. Cette opération, qui s'étale sur deux ans, a été exécutée en lien étroit avec le programme de pays du PAM pour le Pakistan. Au total, le PAM a pu secourir près de 3,5 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire au Pakistan en 2006, y compris 847 799 personnes ayant participé directement aux activités du programme et 2,7 millions de membres des familles ayant bénéficié indirectement de l'aide grâce aux rations à emporter et à l'aide non alimentaire distribuée sous forme d'outils, de matériel et d'équipement pour renforcer leur capacité de gagner leur vie et de résister aux chocs dus aux catastrophes naturelles.

L'année 2006 a été une année difficile pour le PAM et ses partenaires au Pakistan, qui ont dû satisfaire un nombre élevé de besoins inattendus dans un environnement difficile outre leurs programmes en cours dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la création d'emplois en faveur des femmes en milieu rural. Le PAM s'est fixé des objectifs ambitieux, et malgré d'énormes contraintes logistiques, il a réussi non seulement à atteindre mais également à dépasser nombre de ses objectifs, tout en maîtrisant les coûts et en renforçant les mécanismes de gestion de base.

Des résultats impressionnants ont été obtenus dans le cadre des activités VCT qui ont permis, grâce aux efforts organisés des communautés, de remettre en état environ 1 157 kilomètres de routes secondaires, 9 495 kilomètres



de pistes et 1 481 kilomètres de canaux, et d'améliorer ainsi l'accès aux marchés, à la santé et à l'éducation, de réduire les temps et les coûts des déplacements et d'accroître la productivité agricole.

Plusieurs évaluations ont montré que les programmes Vivres au profit de l'éducation (VPE) avaient donné de très bons résultats, en augmentant les taux d'inscription et de fréquentation scolaires tout en réduisant les taux d'abandon, notamment des filles. L'aide a consisté à fournir une alimentation sur place pour apaiser la faim immédiate et à remettre aux filles des rations à emporter pour réduire les inégalités entre les sexes. En 2007, le PAM concentrera son aide uniquement sur les régions présentant un taux d'alphabétisme inférieur à 10 pour cent.

Le PAM a pu élargir son soutien aux programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et mieux partager ses ressources avec le Gouvernement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autres partenaires pour garantir une plus grande efficacité grâce à une meilleure concentration des ressources. L'enrichissement de la farine de blé a été mis en place dans plusieurs meuneries commerciales afin de remédier aux carences chroniques en micronutriments, qui existaient déjà dans les zones frappées par le séisme. Il est ressorti des tests sanguins que les carences en fer et en vitamines avaient été considérablement réduites.

COLOMBIE

La Colombie est confrontée à une véritable crise liée aux déplacements de populations, la deuxième au monde par ordre d'importance. Chaque année, 150 000 à 250 000 personnes sont déplacées par un conflit qui dure depuis plus de 40 ans.

En général, les personnes déplacées s'installent dans les quartiers pauvres des petites, moyennes et grandes villes et sont très éparpillées. Le fait qu'elles sont "invisibles", faute d'être enregistrées par un système officiel, constitue un facteur aggravant. La crainte ou l'ignorance des

procédures d'inscription ou encore le rejet des demandes déposées expliquent ce phénomène.

En dépit des difficultés, le bureau du PAM en Colombie est venu en aide à 658 000 personnes déplacées en 2006, un chiffre record. Et cela, dans 21 provinces différentes, avec l'aide de 1 434 partenaires informels, principalement des organisations locales, des municipalités, des écoles, des hôpitaux, des églises, des ONG internationales et nationales, ainsi que d'autres entités gouvernementales. Ce réseau de partenaires constitue la structure de base de l'IPSR menée en Colombie et se caractérise par sa diversité et ses différents niveaux d'action. Le bureau de pays en Colombie s'appuie sur le plus vaste réseau de partenariat jamais constitué par l'Organisation dans le monde. La relation avec ces partenaires repose sur un accord informel sur la base duquel tous les intervenants unissent ensuite leurs efforts pour atteindre les personnes les plus nécessiteuses.

L'un des atouts majeurs de ce réseau est sa capacité d'aider les populations vivant dans des lieux isolés ou reculés. Les partenaires possèdent également une connaissance indispensable du terrain et peuvent donc donner au PAM des informations relatives à la sécurité, au transport ou à la logistique.

En tant que partenaires du PAM, de nombreuses organisations à assise communautaire se sont davantage intégrées dans leurs communautés et ont réussi à mobiliser des ressources provenant de programmes du gouvernement local. Dernier point et non des moindres, la multiplicité des organisations est essentielle pour venir en aide aux différents groupes ethniques de Colombie, car elles connaissent leurs besoins et respectent leurs différences.

Avec dix bureaux de terrain, le PAM est actuellement l'organisation des Nations Unies la plus présente dans le pays, un signe indéniable du succès de son action en faveur des personnes vulnérables, aujourd'hui reconnu par les bénéficiaires et les partenaires.

ASSURANCE-SÉCHERESSE

En mars, le PAM a annoncé que le premier contrat d'assurance pour l'aide humanitaire d'urgence avait été adjugé à la compagnie mondiale de réassurance AXA RE. Le contrat stipulait la mise en place d'un fonds d'urgence de 7 millions de dollars dans le cadre d'un projet pilote pour fournir une couverture en cas de sécheresse extrême en Éthiopie pendant la saison agricole 2006.

Le projet a vu le jour pour résoudre le problème que connaissent des millions de personnes après une catastrophe naturelle: l'attente des secours, l'interminable attente. Très souvent, lorsque l'aide leur parvient, elles ont déjà épuisé leurs mécanismes de survie, vendu ou vu mourir leur bétail, et sombré dans la misère.

C'est la première fois qu'un régime d'assurance transférant le risque à des acteurs financiers est utilisé pour protéger les populations pauvres contre les conséquences d'une sécheresse extrême. Le contrat passé avec le groupe AXA RE entend marquer le début d'un mode complètement nouveau de financement de l'aide humanitaire en cas de désastre naturel. Le projet pilote, mis au point conjointement par le PAM et le Groupe de gestion du risque associé aux produits de base de la Banque mondiale, permettra de tester la possibilité d'assurer les dommages causés par une sécheresse extrême.

Ce contrat, de type dérivé climatique, est une couverture indicelle calculée sur la base de données pluviométriques fournies par 26 stations météorologiques éthiopiennes. Il tire parti des dernières innovations techniques et financières du marché des risques climatiques. Le règlement du sinistre sera effectué si les données recueillies entre mars et octobre 2006 indiquent que la quantité de pluie tombée est significativement en dessous des moyennes historiques, entraînant une perte généralisée des récoltes. Bien que le contrat pilote, encore au stade expérimental, prévoit un montant d'indemnisation peu élevé, le modèle a été construit sur la base d'une perte potentielle affectant 17 millions d'agriculteurs éthiopiens en cas d'extrême sécheresse.

Ce contrat d'assurance vient compléter les initiatives récemment lancées par les Nations Unies pour accroître l'efficacité de son action, grâce à la création du CERF qui permettra le déblocage plus rapide de subsides pour les opérations d'aide après une catastrophe naturelle.

Transférer les risques climatiques des pays pauvres comme l'Éthiopie vers le marché international de l'assurance devrait, par ailleurs, permettre aux assureurs de diversifier leurs portefeuilles. Cette diversification devrait aider à endiguer le coût croissant de l'assurance des risques climatiques dans les pays développés tout en fournissant une protection financière plus efficace aux pays en développement.

Les gouvernements des États-Unis et d'Éthiopie ont soutenu ce projet, et les conseillers du secteur privé Weil, Gotshal and Manges LLP et MDA Federal (EarthSat) y ont apporté une contribution précieuse.

BÂTIR UNE ALLIANCE CONTRE LA FAIM CHEZ LES ENFANTS

L'année 2006 a été une année de préparation en vue du lancement de l'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants prévu en 2007. L'Initiative,



qui est au cœur de l'engagement du PAM en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), vise à établir un partenariat mondial pour mettre un terme à la faim et à la dénutrition chez les enfants en l'espace d'une génération. Ce partenariat centrera l'attention, la volonté et les ressources du monde entier sur les moyens requis pour y parvenir. L'idée est de mener une campagne d'information et de mobiliser les énergies, de renforcer les capacités à l'échelon des pays, d'accorder une place plus importante à la nutrition dans les politiques et programmes nationaux et de favoriser une série d'interventions peu coûteuses, sûres et efficaces au profit des personnes les plus démunies.

Le PAM, qui est l'institution des Nations Unies en première ligne du combat contre la faim et la plus grande organisation humanitaire au monde, a pris la tête de cette initiative en partenariat avec l'UNICEF et a déjà noué près de 2 300 partenariats avec des ONG pour créer une nouvelle dynamique à l'échelle mondiale. Si l'on considère les principaux atouts de l'UNICEF, à savoir sa présence sur le terrain, ses comités nationaux, ses politiques et activités de plaidoyer, les deux organisations peuvent jouer un rôle de catalyseur et ouvrir la voie à un véritable changement.



Un groupe d'experts techniques provenant d'institutions clés comme la Banque mondiale, l'OMS, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Comité permanent de la nutrition, la Fondation Gates et le Forum économique mondial, ainsi que d'autres experts indépendants, ont rejoint le PAM et l'UNICEF dans ce nouveau partenariat. Ensemble, ils ont consacré l'essentiel de l'année 2006 à élaborer un cadre stratégique, "Le Cadre d'action général pour combattre la faim chez les enfants". En 2007, un groupe de partenaires constitué d'experts de haut niveau venant d'organisations internationales, d'ONG, de la société civile, du secteur privé, des mondes universitaire et scientifique poursuivront l'Initiative à l'échelle mondiale. Les principaux intervenants sur le terrain, quant à eux, feront progresser l'Initiative à l'échelon du pays, du district et de la communauté dans le cadre des structures et institutions en place. Une campagne mondiale de sensibilisation est prévue au dernier trimestre de 2007.

L'Initiative, qui se concentre sur les capacités d'environ 85 millions de familles dans le besoin dans les pays en développement, vise à consolider l'action plus large menée par le PAM pour contribuer à nourrir 854 millions de personnes souffrant de malnutrition à travers le monde. Le rôle du PAM consistera à évaluer les processus et les programmes afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins de ceux que la faim accable le plus alors qu'ils sont les plus fragiles: les enfants.

ENQUÊTE MONDIALE AUPRÈS DU PERSONNEL

En avril 2006, le PAM a mené sa deuxième enquête mondiale auprès du personnel pour recueillir son avis concernant ses conditions de travail. Plus de 8 500 membres du personnel ont rempli le questionnaire, un nombre supérieur à celui de l'enquête de 2004 à laquelle seuls 5 600 fonctionnaires avaient répondu. Cette plus forte participation montre la confiance du personnel quant à la confidentialité du processus et aux possibilités d'être entendu et écouté.

La contribution d'un plus grand nombre d'employés permet d'obtenir une image plus complète de l'institution, de voir ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, et la manière dont chacun peut apporter sa pierre à l'édifice pour accroître la satisfaction du personnel et faire du PAM une organisation plus efficace.

S'il ressort de l'enquête de 2006 que le personnel du PAM se sent très motivé, valorisé et fier de travailler pour le PAM, les avis recueillis montrent aussi que certains domaines appellent des améliorations.

L'enquête a également révélé que la grande majorité des membres du personnel se dévouent à leur travail et pensent que l'Organisation utilise au mieux leurs compétences.

Le processus *StaffMatters* se poursuit et le PAM s'engage à faire tout son possible pour garantir les meilleures conditions de travail aux hommes et aux femmes qui œuvrent à travers le monde pour mener son indispensable mission humanitaire.

PÔLES LOGISTIQUES

En décembre 2006, le PAM a inauguré un grand pôle logistique pour ses opérations humanitaires, à Accra (Ghana), augmentant ainsi sa capacité d'intervention d'urgence dans toute l'Afrique de l'Ouest.

L'entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires basé à Accra fait partie d'un réseau de cinq

pôles logistiques prévus dans le monde. Deux d'entre eux sont déjà opérationnels à Brindisi (Italie) et à Doubaï et deux autres seront inaugurés à Panama et à l'aéroport militaire de Subang en Malaisie en 2007.

Ce réseau est conçu pour que le PAM puisse faire face à quatre crises majeures simultanées, partout dans le monde et à tout moment, en acheminant des fournitures d'urgence dans les 48 heures qui suivent la déclaration des besoins.

Le Gouvernement ghanéen a fourni un terrain pour implanter l'entrepôt, situé de manière pratique dans l'enceinte de l'aéroport international Kotoka, à Accra.

L'entrepôt sert à stocker les fournitures de réserve indispensables telles que les biscuits à haute teneur énergétique, les médicaments et le matériel médical, les systèmes d'assainissement et d'hygiène, les équipements radio et de télécommunications ainsi que de l'eau potable.

En attendant la fin de la construction des nouveaux locaux, TNT, société de logistique et de transport express international et partenaire institutionnel du PAM, a prêté ses entrepôts situés dans l'aéroport pour stocker les fournitures. Les coûts immédiats de fonctionnement du pôle d'Accra ont été couverts par une donation annuelle de 500 000 dollars d'Irish Aid.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'ÉQUATEUR

Le PAM a conclu des accords de coopération avec le Gouvernement équatorien pour mener à bien trois programmes fondés sur l'aide alimentaire en faveur de près de deux millions de bénéficiaires (soit 15 pour cent de la population équatorienne). En 2006, une aide a été fournie à divers groupes de population – femmes enceintes, mères allaitantes, enfants de six mois à trois ans, écoliers jusqu'à l'âge de 14 ans ainsi qu'à d'autres groupes vulnérables comme les handicapés et les personnes âgées. Pour la seule année 2006, le PAM a mobilisé plus de 26 000 tonnes de vivres en faveur de ces groupes, qui constituent les couches les plus pauvres





de la population. Les ressources affectées à ces programmes proviennent du budget général de l'État et sont allouées au PAM pour la passation de marchés, l'achat, l'entreposage et la distribution des denrées alimentaires.

Cette opération logistique de grande ampleur a pu être réalisée grâce à une amélioration constante des systèmes intégrés gérés par le PAM qui ont été mis en place en consultation avec les techniciens et les fonctionnaires du Gouvernement équatorien. Parallèlement, du fait de l'incertitude concernant la disponibilité des ressources gouvernementales, le PAM évalue et examine régulièrement chaque opération de distribution alimentaire dans le but de s'assurer de sa viabilité et de son bon déroulement.

La collaboration étroite avec le Gouvernement équatorien a favorisé une nouvelle vision et renforcé la volonté d'une action collective face aux situations d'urgence qui frappent la région. En 2005, l'année où de puissants ouragans se sont abattus sur les Caraïbes, un comité pour l'atténuation des effets des catastrophes

naturelles dans les autres pays d'Amérique latine a été créé au niveau du Ministère des affaires étrangères avec l'appui du PAM et, dans un geste de solidarité, les avions de l'armée de l'air équatorienne ont livré en temps voulu des vivres à Grenade, en Guyane, à El Salvador, à Cuba et au Guatemala.

Le Gouvernement équatorien a récemment consenti à prêter pendant une période de dix ans les installations situées près du nouvel aéroport international de Quito pour y implanter le Centre logistique d'aide humanitaire (CELAH en espagnol) qui fait partie du Réseau d'intervention d'urgence d'Amérique latine et des Caraïbes et dont le siège se trouve à Panama. Outre un stock de réserves alimentaires, le CELAH abritera un centre de formation pouvant recevoir 100 personnes, un centre de communication et un centre de suivi opérationnel. Il sera également utilisé pour dispenser des formations à la gestion des entrepôts et à la logistique alimentaire. L'objectif est de continuer à privilégier le renforcement des capacités tout en améliorant également l'efficacité des interventions d'urgence.

SOUTIEN DES DONATEURS

En 2006, le PAM a analysé huit de ses opérations parmi les plus importantes pour évaluer l'efficacité et la régularité des mécanismes internes de financement anticipé (Compte d'intervention immédiate (CII), Mécanisme de préfinancement, Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs et fonds communs des Nations Unies (CERF et Fonds commun pour les interventions humanitaires). Dans le cadre de cette analyse, il a examiné comment les différents mécanismes permettaient de réduire au minimum les ruptures de filière de produits et les délais d'intervention.

Dans les pays étudiés, le recours cumulé aux différents mécanismes de financement anticipé a permis d'obtenir environ l'équivalent de 1 million de rations alimentaires annuelles pour environ 15 millions de bénéficiaires ciblés. Les prêts et les subventions obtenus au titre de ces mécanismes ont couvert en moyenne 20 pour cent des dépenses directes au titre des projets. La valeur monétaire des produits alimentaires mis à disposition aux fins de distribution en 2006 par le biais des mécanismes internes de financement anticipé et des fonds communs des Nations Unies équivalait approximativement à 10 pour cent de la valeur monétaire des besoins alimentaires prévus.

Le PAM a souvent eu recours à ces mécanismes, à titre complémentaire, pour éviter les insuffisances d'approvisionnement et assurer la régularité des distributions. Chaque dispositif a fourni un niveau substantiel de financement, contribué à combler les manques et couvert le coût des composantes essentielles des opérations, y compris les services d'appui. Ainsi, pour la plus grande opération du PAM, à savoir l'opération d'urgence au Soudan:

- un prêt du CERF a permis de préfinancer l'achat de produits;
- des prêts au titre du Mécanisme de préfinancement ont permis d'empêcher la réduction des rations et de prépositionner des vivres;

- des fonds provenant du CII ont servi à acheter des produits non céréaliers pour compléter les céréales; et
- des ressources du Fonds commun pour les interventions humanitaires ont permis de couvrir les coûts de transport interne de produits disponibles dans le pays.

Le montant des allocations du **Compte d'intervention immédiate** a atteint le chiffre record de 136 millions de dollars. En 2006, les contributions au CII se sont élevées à un total de 31,9 millions de dollars, soit une augmentation par rapport à 2005; le montant remboursé au CCI s'est chiffré à 82,6 millions de dollars.

Dans les pays étudiés, les fonds provenant du CII ont été débloqués en une semaine en moyenne. Le déblocage le plus rapide s'est fait en moins de 24 heures pour l'IPSR Somalie. L'intervalle le plus long entre la demande et l'approbation a été de deux semaines pour l'opération d'urgence au Soudan. Le CII s'est aussi révélé très flexible pour:

- financer les ruptures imminentes des filières de produits, par exemple pour l'IPSR Somalie, en permettant de procéder sans délai aux achats locaux ou régionaux; et
- financer les coûts associés et le recouvrement intégral des coûts, en particulier dans le cadre d'arrangements de jumelage, par exemple lorsque des fonds CII ont été jumelés avec un don en nature de maïs du Gouvernement kenyan. Si les fonds CII n'avaient pas été disponibles, les ordres d'achat auraient enregistré un retard de deux mois et demi et des ruptures de la filière de produits auraient obligé soit à réduire de 408 000 le nombre des bénéficiaires, soit à amputer les rations distribuées aux 3 millions de bénéficiaires ciblés.



Le **Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs** s'est révélé très efficace. Des fonds ont été débloqués en moins de 24 heures pour financer les frais de démarrage aux Philippines. Ce mécanisme offre également une certaine souplesse en ce sens que les fonds n'étaient pas liés à l'existence de ressources alimentaires additionnelles et qu'ils constituaient une source unique de financement anticipé du développement. Le bureau de pays des Philippines et le bureau régional pour l'Afrique australe ont eu des difficultés à rembourser les avances qui leur avaient été faites au titre des coûts d'appui directs (CAD) à cause d'un déficit imprévu dans les contributions. Ce remboursement s'est révélé d'autant plus difficile que le montant avancé représentait une forte proportion du budget total des CAD alors que le montant des contributions était inférieur au montant escompté.

Le **Mécanisme de préfinancement** a permis de procéder rapidement à l'achat de produits et de faire des économies sur les coûts globaux. Au Soudan, par exemple, le bureau régional a été en mesure de se procurer des produits avant la saison des pluies et de prépositionner des stocks, d'où un moindre besoin d'établir des ponts aériens ou de recourir au parachutage. Le délai d'approbation d'une demande de prêt a été d'un mois en moyenne pour le Soudan et pour l'IPSR Territoire palestinien occupé. Les conditions de remboursement au titre du Mécanisme de préfinancement sont strictes et les bureaux ont eu des difficultés à respecter l'échéancier, en partie parce que les contributions prévues, base sur laquelle repose l'octroi de prêts au titre du Mécanisme de préfinancement, sont arrivées en retard ou étaient inférieures au montant escompté.

Des ressources du **Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires** ont été décaissées en espèces, sans restriction quant à leur utilisation. En 2006, le PAM a reçu 108 millions de dollars, soit 42 pour cent du total des ressources allouées par le CERF, proportion la plus importante par rapport à toutes les institutions des Nations Unies. Les subventions du CERF ont financé l'opération spéciale en Somalie – notamment la remise en état de l'aérodrome utilisé par les Services aériens

d'aide humanitaire des Nations Unies –, facilité le jumelage avec un don en nature du Gouvernement soudanais pour l'opération d'urgence au Soudan, accéléré l'intervention au titre de l'IPSR Afghanistan en couvrant le coût des produits et du transport ainsi que les dépenses administratives, et ont permis au bureau de pays du Kenya d'emprunter des produits alloués à d'autres projets pour éviter des ruptures d'approvisionnement dans l'opération en faveur des réfugiés.

Au début de l'année, les procédures administratives ont retardé le déblocage de fonds CERF; mais la situation s'est améliorée au fil des mois. Début mai, une subvention du CERF a été demandée au Soudan pour aider des personnes déplacées au Darfour – elle a été approuvée en trois semaines. Il a aussi fallu attendre trois semaines en septembre pour qu'une demande de 1,7 million de dollars pour l'IPSR Kenya soit approuvée. En revanche, en décembre, des demandes de subventions du CERF destinées à financer deux opérations spéciales au Soudan ont été approuvées en 24 heures.

Des **fonds humanitaires communs** ont été constitués à partir de deux dons indépendants destinés au Soudan et à la République démocratique du Congo. La somme considérable allouée pour le Soudan, 36 millions de dollars, a permis essentiellement de financer les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM). En République démocratique du Congo, ils ont servi à financer les opérations spéciales des Services aériens d'aide humanitaire et du Centre logistique commun des Nations Unies; pour ces deux opérations, les fonds ont été débloqués sans délai, mais pour l'IPSR République démocratique du Congo, il a fallu attendre six semaines.

SOUTIEN DES DONATEURS PRIVÉS

Les dons du secteur privé sont en constante augmentation depuis 2003: ils sont passés de 5,3 millions à 55 millions de dollars en espèces, en produits et en services en 2006, fournis par une centaine d'organisations. Par ailleurs, le nombre de dons individuels a augmenté de

cent pour cent d'année en année, et le nombre total de donateurs a franchi la barre des 40 000 à la fin de l'année.

L'appui apporté par de nombreuses organisations privées à but non lucratif a renforcé la capacité du PAM de satisfaire les besoins de millions de personnes souffrant de la faim et d'améliorer les moyens de leur venir en aide. La large coopération avec **TNT**, le plus grand partenaire privé du PAM, est un exemple particulièrement significatif. Les dons effectués en 2006 ont pris diverses formes: soutien en première ligne dans plusieurs situations d'urgence; services d'experts pour renforcer les capacités du PAM dans le domaine de la logistique et de la mobilisation de fonds; et ressources en espèces indispensables pour l'alimentation scolaire.

Après avoir noué un partenariat avec le PAM en 2005 pour appuyer les efforts de secours et de redressement suite au tsunami en Indonésie, à Sri Lanka et aux Maldives, la Croix-Rouge américaine a renouvelé son engagement en 2006 dans le domaine de la santé maternelle et infantile, en contribuant aux programmes d'alimentation scolaire et de santé et de nutrition maternelles et infantiles du PAM dans les districts sinistrés par le tsunami de la province de Nanggroe Aceh Darussalam, en Indonésie.

De grandes entreprises mondiales ont contribué à la lutte contre la faim de multiples façons. **International Paper (IP)** et **Cargill** ont continué de se tenir aux côtés des bénéficiaires du PAM dans plusieurs pays: IP a considérablement renforcé son engagement en faveur du programme d'alimentation scolaire au profit d'enfants inscrits dans les écoles maternelles et primaires de quatre régions défavorisées au Kenya; et Cargill a continué de soutenir la fourniture de services essentiels aux écoliers (repas, appui nutritionnel, déparasitage, assainissement et salles de classe en bon état) en Côte d'Ivoire, au Malawi, en Zambie et au Nicaragua.

D'autres sociétés comme **Citigroup**, **The Boston Consulting Group (BCG)** et **Spencer Stuart** ont mis leurs compétences techniques au service du PAM. Citigroup et le PAM ont achevé la mise au point du Réseau d'urgence humanitaire du PAM destiné aux

entreprises partenaires – un mécanisme novateur permettant de prépositionner les dons en nature du secteur privé avant l'arrivée d'une catastrophe. Le soutien fourni par BCG est allé au-delà des conseils stratégiques sur le renforcement institutionnel de l'Organisation et a permis d'améliorer les capacités de gestion du bureau du PAM au Soudan dans un contexte d'urgence de grande ampleur. Spencer Stuart a partagé sa riche expérience sur la manière d'améliorer les processus de recrutement et les pratiques en matière de ressources humaines du PAM.

Le PAM a accueilli de nouveaux donateurs en 2006. L'année s'est achevée avec la signature d'un partenariat de trois ans avec **Unilever**, qui vise à améliorer grâce aux programmes d'alimentation scolaire l'état nutritionnel et la santé des enfants d'âge scolaire sous-alimentés.

Cette année a également été marquée par un large soutien des fondations, avec un don important de la **Fondation Howard Buffett** qui a permis d'acheter une flotte de camions pour atteindre les zones les plus reculées du Malawi et d'acheter des vivres pour l'opération de secours en Angola, qui souffrait d'un déficit de financement. De même, la **Fondation Elma** a effectué un don considérable pour soutenir l'alimentation scolaire dans les écoles primaires au Malawi et les activités de renforcement des capacités en Zambie. Enfin, **Vodafone**, leader mondial de télécommunications mobiles, et la **Fondation des Nations Unies** ont contribué à la mise en place d'un système d'alerte rapide et dispensé une formation aux équipes spéciales chargées des technologies de l'information, très utile pour leurs interventions d'urgence.

Le PAM a reçu d'importantes contributions des représentations régionales ou locales de grandes entreprises. En Asie, le PAM s'est associé avec le **Crédit Suisse Asie Pacifique** pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire à Sri Lanka dans le cadre desquels 61 cantines seront construites et 19 000 écoliers recevront un repas quotidien pendant

l'année 2008. Pour la troisième année consécutive au Japon, le **Conseil japonais de la publicité** a produit et réalisé gratuitement une vaste campagne d'éducation sur le problème de la faim.

En Italie, dans le cadre d'une initiative novatrice, un accord inédit a été conclu avec les quatre principales entreprises de téléphonie mobile – **H3G, Tim, Vodafone** et **Wind** – prévoyant la mise en service d'un numéro d'appel pour collecter des fonds au profit du Liban en situation d'urgence.

En 2006, le nombre des contributions provenant du Moyen-Orient a augmenté. Trois sociétés de Dubaï, **Nakheel, Dubai Holdings** et **Emaar Properties** ont engagé des fonds pour soutenir la capacité d'intervention d'urgence du PAM. Après avoir visité de nombreux pays en Afrique, **SAR la Princesse Haya Bint Al Hussein** de Jordanie, *Ambassadrice itinérante du PAM*, a fait des dons considérables pour l'Éthiopie et le Malawi au profit d'activités liées au VIH/sida et à

l'alimentation scolaire. Le PAM a également reçu un don important de SAR le **Prince Al Walid Bin Talal** d'Arabie saoudite suite à la sécheresse qui a dévasté les cultures et entraîné des pénuries alimentaires au Kenya et en Guinée Bissau.

Le soutien du secteur privé des États-Unis est venu d'entités diverses. **Kraft Foods** a fait un don important pour l'alimentation scolaire et l'opération d'urgence au Darfour, et pour la première fois, des contributions importantes sont venues de géants du sport américains: la **National Football League** a effectué un don pour soutenir les efforts de secours actuellement déployés en faveur des victimes du tsunami dans l'océan Indien et les **Chicago Bulls** ont offert un don considérable au Soudan en l'honneur du joueur de NBA Luol Deng.

Le PAM a également reçu des contributions importantes des entités privées suivantes: Business Objects, Benetton, DSM, Kookmin Bank, MCE, SAP et Red R.



MARCHE MONDIALE CONTRE LA FAIM

En 2006, la *Marche mondiale contre la faim* a une nouvelle fois réuni le PAM et ses partenaires lors d'une manifestation mondiale unique en son genre au cours de laquelle ils ont affiché leur détermination à faire disparaître la faim chez les enfants. Le nombre de participants à la *Marche* de 2006 a presque quadruplé par rapport à celui de l'année précédente.



PARTICIPATION À LA MARCHE MONDIALE CONTRE LA FAIM

Année	Participants	Pays	Lieux	Enfants nourris pendant un an	valeur approx. de la couverture médiatique
2005	201 000	91	266	70 000	>5 millions de dollars
2006	773 000	118	421	100 000	>7 millions de dollars

Trois manifestations ont été organisées le 19 mai pour marquer le lancement de l'édition 2006. À Rome, le spectacle du **Cirque du Soleil** au Temple de Venus, avec le Colisée en toile de fond, a donné le coup d'envoi mondial. Des manifestations de ce genre ont également été organisées à Doubaï et à Guarulhos (Sao Paolo) au Brésil.

Le dimanche 21 mai, la *Marche mondiale* a fait ses premiers pas en Nouvelle-Zélande et en Australie, puis a continué à travers toute l'Asie. En Indonésie, plus de 20 000 personnes ont participé, y compris à Banda Aceh où les effets du tsunami étaient encore perceptibles. En Corée du Sud, la célèbre cantatrice Jo Su-mi et le champion Hwang Young-jo, Médaille d'or aux Jeux olympiques, ont rejoint les marcheurs. À Vizag, en Inde, un groupe formé de personnes de diverses castes, d'hommes, de femmes, d'enfants et de disciples de diverses religions se sont unis contre la faim.

En Libye, l'orchestre de la police et le champion national de karaté ont ouvert la *marche*. En Jordanie, la *marche* a été organisée sous l'égide de SAR la Princesse Basma Bint Talal et s'est achevée à la Citadelle d'Amman. Des *marches* ont également eu lieu en Égypte et au Liban.

La *marche* organisée à Moscou est partie de la place Rouge. Des *marches* ont eu lieu dans la plupart des pays européens, de l'Estonie et de la Finlande au Portugal. En Italie, le Pape Benoît XVI a mentionné la *Marche mondiale* dans son message dominical délivré au Vatican et souligné à quel point il importait d'éradiquer la faim dans le monde. Onze *marches* ont été organisées dans tout le pays. Malgré une pluie battante, SAR la Princesse Haya a parcouru jusqu'au bout le circuit de la *Marche* à Londres pour témoigner de son soutien.

Une équipe constituée pour l'occasion, qui comprenait notamment le marathonien tanzanien Samson Ramadhani Nyoni, médaillé d'or, a fait l'ascension du Mont Kilimanjaro en Tanzanie avant de redescendre pour rejoindre l'une des sept *marches* organisées à travers le pays. En Tanzanie uniquement, 100 000 dollars ont été collectés pour les enfants souffrant de la faim. Dans le nord de l'Ouganda, plus de 100 000 personnes déplacées ont marché aux côtés de soldats gouvernementaux. Au Libéria, la Présidente Ellen Johnson-Sirleaf était au nombre des 70 000 marcheurs. Au Malawi, 43 *marches* ont attiré 45 000 personnes. Au Lesotho, la Reine a pris part au défilé. Au Ghana, des enfants handicapés se sont ralliés aux marcheurs. Au Sénégal, des tambours

se sont joints au cortège. Les Somaliens ont organisé une *marche* et, en Mauritanie, 2 500 personnes et quelques chameaux ont marché ensemble. Des *marches* ont également eu lieu au Burkina Faso, au Cameroun, au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe.

Des *marches* ont été organisées dans la plupart des pays d'Amérique latine, même dans les pays où le PAM n'est pas présent. Au Honduras, 14 000 personnes ont marché, y compris des groupes de paysans, des ouvriers, des étudiants, des fonctionnaires, des collègues d'ONG et des hommes d'affaires. Au Guatemala, le Vice-Président et Miss Guatemala étaient en tête des 8 000 marcheurs. Une *Semaine contre la faim* a précédé les *marches* qui ont eu lieu au Brésil. Le musicien Carlinhos Brown ainsi que le joueur de foot Ronaldinho ont apporté leur soutien.

Aux États-Unis, plus d'une cinquantaine de *marches* ont eu lieu de New York à San Francisco et de la Floride à l'Alaska. Au Canada, des *marches* ont été organisées à Toronto, Montréal, Ottawa, Vancouver et ailleurs.

La *Marche mondiale* de 2006 s'est achevée à Apia dans les îles Samoa, marquant ainsi la fin d'une journée de sensibilisation à la faim dans le monde.

Lors d'autres manifestations organisées à cette occasion, Mark Squirrel, fonctionnaire du PAM chargé de la sécurité, a gagné le sommet du Mont Everest, et Monte Monfore, nageur en océan détenteur d'un record mondial, a établi un nouveau record en traversant le détroit de Lombok (Bali) au nom de la lutte contre la faim chez les enfants. Dans le cadre d'une *Course contre la faim*, un rallye Allemagne-Jordanie a été organisé. Plusieurs musiciens de renommée internationale ont dédié leurs chansons à la *Marche mondiale contre la faim*.

Un certain nombre de partenaires du PAM ont organisé et parrainé des *marches* et y ont participé. Dans plusieurs pays, TNT, qui a lancé la *Marche mondiale*, est resté le principal partenaire. The Boston Consulting Group, Clariant, Eurocom, Tata Consultancy, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), World Vision, Caritas, le Conseil norvégien pour les réfugiés, Action Aid, Justice and Peace Promoters et d'autres partenaires encore ont été également actifs dans plusieurs pays. Plus de 700 sponsors ont apporté leur soutien à des *marches* locales sous forme de financements ou de dons en nature.



Campagnes de communication et d'information

VISIBILITÉ ACCRUE

La Division de la communication a aidé le PAM à devenir l'un des principaux porte-parole des victimes de la faim et à alerter le monde au sujet des besoins humanitaires immédiats pour obtenir un soutien du public et des donateurs. Elle a également contribué à sensibiliser l'opinion publique, les donateurs, le secteur privé et les faiseurs d'opinion à l'action de l'Organisation, lui permettant d'obtenir un plus large soutien financier pour mettre en œuvre la vaste gamme de ses activités. Par exemple, une seule campagne médiatique lancée en mai a permis de récolter près de 108 millions de dollars en contributions confirmées en trois semaines pour le Darfour.

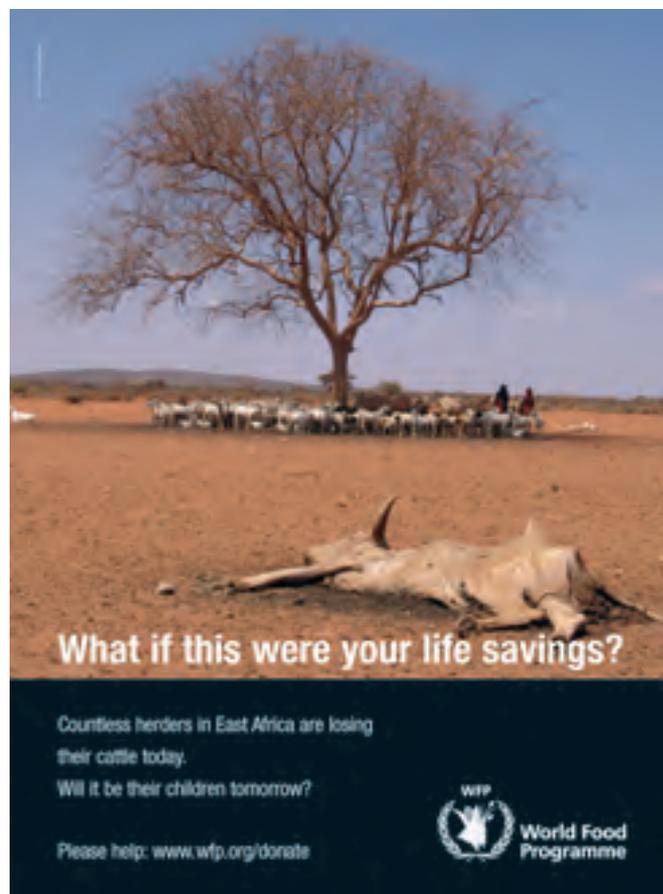
La volonté de mieux faire connaître les activités du PAM a été intégrée dans les stratégies de mobilisation de fonds, en attirant davantage l'attention sur les donateurs, notamment les membres du Conseil d'administration, et sur les ONG partenaires. En 2006, le nombre de mentions du PAM dans les principaux

medias internationaux a été sans précédent (cité dans plus de 44 311 articles de la presse écrite et audiovisuelle dans le monde). Le nombre d'articles de fond et de lettres à la rédaction publiés (44), ainsi que le temps d'antenne et l'espace publicitaire offerts, y compris pendant la Coupe du monde de 2006, ont été plus élevés que jamais. L'opinion publique et les décideurs connaissent donc de mieux en mieux le PAM. Les efforts concertés de communication pour cibler les principaux pays donateurs et les nouveaux donateurs en leur adressant des messages institutionnels adaptés ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des fonds, surtout pour les opérations plus récentes dotées d'un budget insuffisant. Plus de 20 000 photos ont été distribuées aux donateurs et nombre d'entre elles ont été utilisées dans des publications.

La couverture médiatique obtenue par le PAM, d'une valeur équivalant à plusieurs millions de dollars, lui a permis de faire connaître son travail et la cause qu'il défend. Par rapport à 2005, les mentions du PAM dans les principaux médias internationaux ont plus que doublé. En saisissant les opportunités offertes par les médias, y compris les articles de fond, la publicité, le plaidoyer et le soutien des célébrités, l'Organisation a obtenu de très bons résultats.

Au total, 8 215 articles et communiqués mettant en relief les activités du PAM ont été publiés dans plusieurs grands journaux, magazines et services d'actualités en ligne dans 14 des premiers pays donateurs (Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède). Ainsi, des articles de fond et des lettres à la rédaction ont été publiés dans 82 journaux et périodiques dont: Cape Times, Financial Times, Gulf News, Indianapolis Star, the International Herald Tribune, Japan Times, l'Unità, La Prensa, Le Droit, Mainichi Shimbun, The Independent, The Times, Vart Land et The Washington Post.

La Division a réalisé elle-même 24 spots télévisés et annonces à la radio ainsi que 21 encarts publicitaires au



lieu de faire appel à des agences extérieures de publicité et de relations publiques. Ils ont été diffusés et publiés gratuitement par les médias internationaux et locaux – y compris par les chaînes de télévision BBC, CNN international et CNN domestic, al-Jazeera, MTV, ESPN, Fox, TF1 et ZDF –, dans les journaux et les magazines, ainsi que dans les stades et sur les écrans de cinéma. La valeur commerciale connue de ces annonces s'est montée à plus de 34 millions de dollars, dont 9 millions de dollars pour le spot télévisé dans lequel apparaît le célèbre joueur de foot Ronaldinho, diffusé pendant la Coupe du Monde par 109 diffuseurs dans 32 pays, y compris 99 chaînes de télévision. Ce chiffre concerne seulement un tiers environ des annonces placées par le PAM, dont la valeur a pu être vérifiée.

La Division a lancé avec succès des campagnes multimédias dynamiques (médias, spots télévisés, encarts publicitaires, bandeaux publicitaires sur le Web et articles) pour mobiliser des fonds et accroître la visibilité du PAM en faveur des principales opérations d'urgence, comme par exemple au Darfour, dans la corne de l'Afrique, au Liban et en Indonésie suite au tremblement de terre.



En 2006, le jeu vidéo du PAM, *Food Force*, premier jeu vidéo éducatif humanitaire au monde, disponible sur Internet, a été téléchargé des centaines de milliers de fois dans plus de 70 pays, le nombre total de téléchargements ayant permis d'atteindre 5 millions de personnes. À la fin de l'année 2006, le jeu était disponible en sept langues: anglais, chinois, français, hongrois, italien, japonais et polonais; d'autres langues sont prévues.

Les résultats ont dépassé largement les objectifs fixés, ce qui montre que le PAM et le problème de la faim sont de mieux en mieux connus. Au Japon, par exemple, le pourcentage de reconnaissance du sigle "PAM" est passé de 36,4 pour cent en juin 2005 à 42 pour cent en juin 2006, soit une augmentation de 5,7 points par rapport à 2005, d'après une enquête indépendante organisée par le Nippon Research Centre, membre de Gallup International. En 2006, le Conseil japonais de la publicité a offert au PAM 20 millions de dollars d'espace publicitaire.

SOUTIEN DE CÉLÉBRITÉS EN 2006

En 2006, des messages publicitaires concernant le PAM ont été diffusés lors d'événements sportifs, sur les écrans de cinéma et de télévision. Les divers ambassadeurs du PAM ont utilisé leur célébrité pour sensibiliser le public et mobiliser des fonds à travers le monde en donnant des entretiens, en participant aux annonces du PAM et à des visites sur le terrain.

En novembre, **SAR la Princesse Haya Bint Al Hussein**, *Ambassadrice itinérante du PAM*, a participé au lancement annuel de l'Appel humanitaire global des Nations Unies à New York, d'un montant de 3,9 milliards de dollars pour venir en aide à 27 millions de personnes dans 29 pays en 2007.

Le détenteur du record mondial du marathon, **Paul Tergat**, *Ambassadeur du PAM contre la faim*, a apporté son soutien à plusieurs manifestations organisées par le Programme. Il a également travaillé avec l'actrice de cinéma américaine



Drew Barrymore et contribué à éveiller son intérêt pour les programmes d'alimentation scolaire.

L'actrice italienne **Maria Grazia Cucinotta** et le chanteur suisse **DJ Bobo** sont les derniers artistes ajoutés à la liste toujours plus longue des vedettes partenaires du PAM. Ils ont signé une lettre de nomination en 2005, tout comme le footballeur brésilien **Kaka**, qui s'est engagé à combattre la faim pendant deux années supplémentaires. Tous trois ont donné des interviews, et le footballeur Kaka et Maria Grazia Cucinotta ont même prêté leur voix pour la version italienne de *Food Force*.

Les annonces publiques ayant pour vedette des partenaires célèbres se sont également révélées très efficaces pour mieux faire connaître la mission de l'Organisation. L'une des annonces de 2006 ayant rencontré le plus grand succès est celle où l'on voit la star **Ronaldinho**, s'appêtant apparemment à manger un ballon de foot pour le dîner, et qui porte l'inscription suivante: "Tout le monde ne vit pas que du football. Aidez ceux qui ont faim." Sa popularité était à son apogée pendant la Coupe du Monde de juin, mais l'annonce a été diffusée entre mai et novembre sur les antennes du monde entier, de Singapour à l'Allemagne et du Sénégal au Guatemala.

De nombreuses autres célébrités ont donné leur temps et prêté leur image au PAM: les acteurs **Mahmoud Yassin**, **Marek Eben** et **Rachel Weisz**; les athlètes **Reggie Bush**, **Robert Korzeniowski**, **Luol Deng**, **Tanja Poutiainen**, **Carolina Klüft**, **Mohamed Abutreka**, **Ashley Giles** et **Donovan McNabb**; les musiciens et chanteurs les **Rolling Stones**, **Cesaria Evora**, **Wyclef Jean** et **Assi Hillani**; le mannequin **Lauren Bush** et les organisations **Cirque du Soleil** et **Latin America Solidarity Action Foundation**.

Au début de l'année 2006, le PAM a fait son apparition sur le grand écran. Les studios Warner Bros se sont mis en rapport avec le PAM pour utiliser son savoir-faire, son emblème et ses équipements dans le film *Blood Diamond*, un film sur le commerce de diamants pendant la guerre civile meurtrière en Sierra Leone. Le PAM a collaboré avec Warner Bros pendant le tournage pour garantir la fidélité à la réalité, et a été récompensé lorsque les deux vedettes du film **Djimon Hounsou** et **Jennifer Connelly** ont filmé une annonce pour le PAM destinée à accompagner le film à sa sortie en 2007.

BLOG CULINAIRE

L'année s'est achevée avec la contribution d'une personne célèbre d'un genre nouveau, qui a consacré

une partie de son temps et de son énergie au PAM. **Pim Techamuanvivit**, écrivain culinaire en ligne au talent reconnu, a obtenu le soutien de ses lecteurs dans le monde entier pour mobiliser des fonds en organisant sa vente aux enchères annuelle intitulée *Menu pour l'espoir*. Avant le début de la vente, Pim Techamuanvivit a sensibilisé ses lecteurs au fléau de la faim en écrivant des articles sur ses expériences culinaires avec les produits alimentaires du PAM comme le mélange maïs-soja. L'objectif initial fixé à 25 000 dollars a été plus que doublé, le montant des offres finales ayant atteint près de 61 000 dollars. Pim Techamuanvivit envisage également de verser au PAM le produit de sa vente aux enchères de 2007 et s'est fixé cette fois pour objectif la somme de 100 000 dollars.

LE CRICKET CONTRE LA FAIM

Le cricket est un jeu complexe qui peut susciter l'exaltation ou laisser absolument indifférent. Le monde semble être divisé en deux, entre les pays qui jouent au cricket avec passion et ceux qui considèrent ce jeu comme une curiosité et un sport anglais inhabituel aux règles incompréhensibles.

Heureusement pour le PAM, le cricket est très apprécié dans de nombreux pays où il opère. Au Bangladesh, en Inde, au Pakistan et à Sri Lanka, le cricket est un mode de vie et le partenariat noué entre le PAM et la Fédération de cricket d'Angleterre et du Pays de Galles pourrait porter ses fruits à travers toute l'Asie du sud.

Le partenariat *Cricket contre la faim* a été inauguré en novembre 2006 dans les locaux de la Haute Commission britannique de Canberra en Australie par l'ancien Directeur exécutif du PAM James Ingram et le joueur anglais de cricket Ashley Giles. Quelques mois plus tôt, le joueur avait visité une usine dans la ville indienne de Jaipur qui produisait des aliments enrichis pour le PAM en 2006 et avait pu parler de l'impact des activités du PAM sur la vie des enfants qui connaissent la faim.

Le partenariat *Cricket contre la faim* s'appuiera sur l'équipe anglaise de cricket, qui jouit d'une grande influence, pour attirer l'attention sur la situation critique des 400 millions d'enfants qui souffrent de la faim de manière chronique dans le monde. Lorsque l'équipe d'Angleterre sera en tournée, le PAM organisera des rencontres entre des joueurs et des enfants qui dépendent de l'aide alimentaire pour satisfaire leurs besoins nutritionnels. C'est ainsi que les stars de l'Équipe d'Angleterre défendront la cause des pauvres et des victimes de la faim.



Partenariats

Le PAM reconnaît depuis longtemps la nécessité de travailler en partenariat en fournissant une aide alimentaire dans le cadre d'un ensemble de services destinés à réduire la faim. Cette méthode a été davantage suivie en 2006 – la proportion de projets menés conjointement par le PAM et ses partenaires, où l'aide alimentaire du PAM a été complétée par des apports d'autres organisations des Nations Unies et d'autres ONG, a augmenté pour la troisième année consécutive et a atteint un niveau sans précédent.

ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Le PAM a collaboré avec 13 organismes des Nations Unies, quatre organisations internationales et la Banque mondiale en 2006. Sur l'ensemble des évaluations des besoins d'urgence ayant servi de base à des opérations d'urgence ou des IPSR, 79 pour cent ont été menées avec des partenaires des Nations Unies. En 2006 comme en 2005, les contributions et services complémentaires fournis avec les partenaires des Nations Unies étaient le plus souvent liés aux secteurs de la santé et de la nutrition; en 2004, ils concernaient surtout l'assistance technique.

L'UNICEF a été le principal partenaire du PAM au sein du système des Nations Unies, essentiellement pour des projets visant à éradiquer la faim chez les enfants, à atténuer l'impact du VIH/sida et à améliorer l'éducation.

La FAO arrivait en deuxième position. Les deux institutions ont travaillé en étroite collaboration dans le cadre d'évaluations de la sécurité alimentaire. Des initiatives récentes ont prévu la création de postes sentinelles pour surveiller la sécurité alimentaire dans les pays particulièrement vulnérables, afin que l'alerte puisse être rapidement donnée face à un risque de crise alimentaire.

Le HCR et le PAM ont ensemble apporté une aide aux réfugiés et aux personnes déplacées. Les deux organismes ont mené régulièrement des missions d'évaluation conjointes afin de déterminer les

populations ayant besoin d'une aide, le niveau requis de ressources et les stratégies de retrait à adopter. Parmi les initiatives de 2006, on peut citer l'élaboration du premier plan de travail mondial conjoint, de plans d'action communs à l'échelon des pays et la création d'un groupe de travail de haut niveau pour examiner les questions relatives aux personnes déplacées.

PARTENARIATS AVEC LES ONG

Les ONG ont distribué la moitié de toutes les denrées alimentaires du PAM en 2006, soit plus de deux millions de tonnes. Les partenariats avec des ONG ont augmenté de 44 pour cent entre 2005 et 2006, avec la création de 3 264 partenariats opérationnels en 2006 (soit une hausse par rapport à 2005, où ce nombre était de 2 270), essentiellement en raison de l'augmentation considérable de partenariats établis avec des ONG en Colombie. Au total, 88 pour cent des bureaux de pays du PAM ont noué des partenariats opérationnels avec des ONG et ils ont presque tous coopéré avec des ONG locales ou internationales pour dispenser l'aide. Le PAM a eu tendance à faire appel à des ONG internationales pour gérer les distributions alimentaires massives dans les situations de crise où la capacité opérationnelle locale était insuffisante. Le PAM s'est appuyé sur des ONG plus petites ou locales pour atteindre les communautés marginalisées ou pour mener des interventions en faveur de groupes de bénéficiaires plus restreints.

Les apports complémentaires des ONG ont été le plus souvent fournis dans le cadre de programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles ou d'alimentation scolaire, et de distributions générales de vivres. Plus de 323 ONG ont participé au choix, à la planification et à la conception des interventions du PAM en 2006 – leur participation à la conception des projets étant notamment plus fréquente pour les IPSR et les activités VCT. Les ONG ont également participé à la conception d'environ un quart des opérations d'urgence et à plus d'un quart des évaluations des besoins d'urgence. Sur la base d'un examen des pratiques optimales de gestion des relations avec les ONG au Soudan, une méthode plus systématique d'évaluation des réalisations des ONG a



été mise au point et s'est déjà révélée utile dans d'autres pays, comme au Niger par exemple.

LE SECOURS ISLAMIQUE

En décembre 2006, le PAM a signé un accord avec le Secours islamique mondial afin de resserrer les liens de coopération pour toute une gamme d'opérations humanitaires destinées à apporter une aide alimentaire vitale aux victimes de la pauvreté et de la faim.

Le précédent Directeur exécutif du PAM, M. James Morris, a signé un accord avec son homologue, Dr Hany El Banna, Président du Secours islamique mondial lors d'une cérémonie organisée à la Mosquée centrale de Londres.

Le partenariat établi entre le PAM et le Secours islamique porte aussi bien sur les opérations d'urgence que les interventions à plus long terme comme les programmes d'alimentation scolaire ou la coopération dans le cadre d'IPSR.

Les relations privilégiées que le Secours islamique entretient avec le monde musulman devraient renforcer le rôle du PAM dans l'aide fournie aux communautés musulmanes dont les membres représentent la moitié des bénéficiaires du PAM.

L'ARCHEVÊQUE DE CANTERBURY

La scène aurait été insolite dans n'importe quelle autre partie du monde. Au Sud Soudan, c'était le genre d'événement auquel la population locale peut assister une ou deux fois en une génération. En mars 2006, le

chef de l'Église anglicane, l'Archevêque de Canterbury, Mgr Rowan Williams, a été vu aux commandes d'un bateau à moteur sur le cours supérieur du Nil avec un drapeau du PAM pour emblème.

Le chef de l'Église anglicane faisait cette brève excursion en bateau à l'occasion d'une tournée dans le Sud-Soudan, rendue possible grâce à l'appui logistique du PAM. Le transport aérien (et fluvial) de Mgr Williams et du groupe d'hommes et de femmes pasteurs voyageant avec lui avait été organisé par le PAM, qui a fourni un soutien indispensable aux dignitaires.

Au cours de sa première visite dans le Sud-Soudan, Mgr Williams a célébré l'office du mercredi des Cendres dans la ville de Malakal et servi un repas aux écoliers bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire du PAM.

"Je suis impatient de voir les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les organisations religieuses œuvrer ensemble à l'avènement de la paix sur une terre qui a déjà trop longtemps subi les affres de la guerre", a déclaré Mgr Williams lors de son voyage.

La coopération opérationnelle entre le PAM et l'Église épiscopale du Soudan s'est accrue depuis la visite de l'Archevêque. Mgr Williams a également tiré profit de cette expérience sur le terrain pour façonner ses discours et ses prêches dans les mois qui ont suivi sa visite, en mentionnant l'action du PAM à de nombreuses reprises, y compris dans son message traditionnel de bonne année.







Annexe 1 : VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
GRAND TOTAL	3 254 748	100	2 899 628	100	2 892 401	100	2 664 994	100
DÉVELOPPEMENT	228 678	7	256 458	9	258 884	9	268 210	10
SECOURS	2 811 441	86	1 670 055	58	2 282 892	79	1 962 307	74
Opérations d'urgence	2 072 988		992 990		1 046 223		729 025	
IPSR	738 453		677 066		1 236 669		1 233 282	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	82 769	3	60 628	2	196 724	7	236 336	9
OPÉRATIONS BILATÉRALES	80 470	2	794 372	27	23	0	11 764	0
AUTRES ²	51 390	2	118 115	4	153 878	5	186 376	7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 480 457	100	1 381 743	100	2 042 876	100	1 761 907	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	45		48		69		66	
DÉVELOPPEMENT	117 299	8	126 364	9	145 704	7	130 139	7
SECOURS	1 333 542	90	1 202 709	87	1 762 296	86	1 517 868	86
Opérations d'urgence	790 229		757 281		745 297		635 785	
IPSR	543 313		445 427		1 016 999		882 083	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	20 992	1	43 975	3	130 188	6	112 399	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES	8 625	1	8 695	1	4 688	0	1 501	0
ASIE	389 081	100	417 521	100	516 254	100	474 125	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	12		14		18		18	
DÉVELOPPEMENT	63 969	16	76 226	18	71 047	14	94 317	20
SECOURS	299 235	77	326 263	78	379 069	73	274 646	58
Opérations d'urgence	186 249		155 817		241 316		56 120	
IPSR	112 985		170 446		137 753		218 526	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	20 868	5	9 012	2	63 343	12	99 285	21
OPÉRATIONS BILATÉRALES	5 009	1	6 020	1	2 794	1	5 877	1

Annexe 1 : VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	67 707	100	40 411	100	35 874	100	32 044	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		1		1		1	
SECOURS	67 144	99	40 411	100	35 874	100	32 044	100
Opérations d'urgence	18 494		12 209		8 018		5 928	
IPSR	48 649		28 202		27 856		26 116	
OPÉRATIONS BILATÉRALES	563	1	-	-	-	-	-	-
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	49 142	100	59 326	100	73 480	100	71 984	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		2		2		3	
DÉVELOPPEMENT	31 920	65	30 212	51	31 831	43	24 442	34
SECOURS	17 222	35	26 208	44	41 188	56	46 339	64
Opérations d'urgence	1 433		8 102		10 295		13 951	
IPSR	15 789		18 107		30 893		32 389	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	2 906	5	461	1	1 202	2
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	1 213 215	100	856 973	100	84 116	100	91 333	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	37		30		3		3	
DÉVELOPPEMENT	15 228	1	16 633	2	15 774	19	10 090	11
SECOURS	1 094 299	90	73 114	9	55 629	66	61 150	67
Opérations d'urgence	1 076 583		57 920		35 798		9 901	
IPSR	17 716		15 194		19 831		51 249	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	40 610	3	4 735	1	2 699	3	15 783	17
OPÉRATIONS BILATÉRALES	63 078	5	762 490	89	10 013	12	4 310	5

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Les dépenses directes ne comprennent pas le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds d'affectation spéciale.

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES' PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003				2004				2005				2006			
	Develop- pement	Secours spéciales	Opér. bilat.	Total												
GRAND TOTAL	228 678	2 811 441	82 769	3 254 748	256 458	1 670 055	60 628	2 899 628	258 884	2 282 892	196 724	2 892 401	268 210	1 962 307	236 336	2 664 994
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	480	-	-	480	893	-	-	893
Angola	-	137 820	7 625	145 486	-	73 486	5 903	79 377	-	43 986	6 793	50 777	-	21 210	6 844	28 054
Bénin	2 409	-	-	2 409	2 346	-	-	2 346	2 124	942	-	3 067	2 266	875	-	3 141
Burkina Faso	4 589	151	(6)	4 734	5 614	1 248	14	6 876	2 766	833	100	3 699	5 199	605	394	6 199
Burundi	27	43 492	842	44 898	(6)	41 422	960	43 795	-	37 603	1 096	40 818	-	46 029	876	46 970
Cameroun	2 005	599	-	2 604	2 757	282	-	3 039	1 050	951	-	2 001	1 625	1 115	-	2 740
Cap-Vert	1 500	454	-	1 954	3 649	46	-	3 695	557	-	-	557	932	-	-	932
Congo	-	4 905	-	4 905	-	4 868	-	4 868	-	3 983	-	3 983	-	2 748	-	2 748
Congo, Rép. dém. du	-	61 926	1 945	63 870	-	42 613	43	42 656	-	59 007	3 016	62 023	-	43 464	4 409	47 874
Côte d'Ivoire	283	16 689	260	17 651	46	19 908	1 059	23 753	-	21 892	1 795	24 306	-	21 058	2 466	23 791
Djibouti	60	3 783	74	3 917	671	2 229	-	2 900	1 103	3 943	-	5 046	1 089	4 208	-	5 297
Érythrée	-	66 479	-	66 479	0	44 917	-	44 917	-	64 364	-	64 364	-	(9 904)	-	(9 904)
Éthiopie	16 483	207 986	1 233	225 702	11 887	147 931	-	161 115	25 031	311 209	-	336 239	19 037	174 461	882	194 380
Gabon	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	1 701	1 571	-	3 272	1 429	56	-	1 485	2 138	10	-	2 148	2 037	92	-	2 129
Ghana	3 923	97	-	4 020	2 477	396	-	2 873	2 818	2 099	-	4 918	1 892	1 369	-	3 261
Guinée	1 128	18 529	1 320	20 978	2 190	9 493	557	12 240	3 242	9 005	208	12 455	3 004	7 493	165	10 662
Guinée-Bissau	-	4 154	-	4 154	-	3 745	-	3 745	-	3 110	-	3 110	-	3 844	-	3 844
Kenya	7 787	44 344	-	52 132	15 534	56 574	-	72 107	16 417	63 551	-	79 968	17 180	134 400	1 553	153 134
Lesotho	1 954	20 851	-	22 805	3 483	21 892	-	25 375	2 630	19 458	-	22 088	2 876	7 761	-	10 638
Libéria	1 851	41 526	3 040	46 418	583	35 438	1 780	37 801	(1)	35 141	150	35 290	-	33 832	450	34 282
Madagascar	3 510	6 622	(19)	10 113	1 773	5 981	-	7 754	4 472	1 796	693	6 960	3 425	525	64	4 014
Malawi	4 905	51 927	3 145	59 977	6 090	19 915	1 051	27 057	6 004	54 996	(99)	61 261	6 743	41 785	136	48 664
Mali	4 638	1 369	-	6 006	6 205	1 443	-	7 648	6 834	9 934	257	17 025	3 662	12 662	572	16 897
Mauritanie	5 273	18 728	-	24 001	1 210	6 946	-	8 156	3 888	14 973	-	18 861	3 753	9 768	-	13 521
Mozambique	13 188	52 058	18	65 265	10 710	20 568	-	31 278	13 855	31 615	-	45 470	7 504	29 365	-	36 871
Namibie	-	1 316	-	1 316	-	2 971	-	2 971	-	791	-	791	-	2 488	-	2 488
Niger	2 386	39	-	2 425	6 457	0	-	6 457	6 595	37 290	184	44 069	6 602	31 519	35	38 157
Ouganda	5 631	80 768	-	86 399	4 714	83 027	-	87 741	6 791	103 952	-	110 744	4 557	98 696	-	103 253
République centrafricaine	947	1 942	-	2 890	1 154	3 436	-	4 590	1 698	2 004	-	3 702	2 675	4 345	209	7 228

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003				2004				2005				2006			
	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	
Sri Lanka	842	6 857	-	-	7 700	2 319	8 505	-	-	10 824	278	53 482	7 041	-	60 801	
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	10	-	-	10	-	400	-	-	400	
Timor-Leste	-	980	-	-	980	-	2 310	-	-	2 310	-	1 331	-	-	1 331	
Autres dépenses régionales	96	-	6 012	-	6 108	73	-	23	-	96	43	9 893	5 138	-	15 074	
TOT. POUR LA RÉGION	63 969	299 235	20 868	5 009	389 080	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																
Albanie	-	2 949	-	-	2 949	-	3 176	-	-	3 176	-	2 103	-	-	2 103	
Arménie	-	7 122	-	-	7 122	-	3 455	-	-	3 455	-	2 345	-	-	2 345	
Azerbaïdjan	-	6 455	-	-	6 455	-	3 940	-	-	3 940	-	5 548	-	-	5 548	
Fédération de Russie	-	13 494	-	563	14 057	-	12 515	-	-	12 515	-	8 019	-	-	8 019	
Géorgie	-	6 782	-	-	6 782	-	4 720	-	-	4 720	-	4 622	-	-	4 622	
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	
Macédoine, ex-Rép. youg. de	-	92	-	-	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Serbie-et-Monténégro	-	3 664	-	-	3 664	-	201	-	-	201	-	-	-	-	(3)	
Tadjikistan	-	26 381	-	-	26 381	-	12 436	-	-	12 436	-	13 234	-	-	13 234	
Turkménistan	-	204	-	-	204	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	(33)	-	-	(33)	-	-	-	-	-	
TOT. POUR LA RÉGION	67 144	563	-	563	67 706	40 411	40 411	-	-	40 411	35 874	35 874	-	-	35 874	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bolivie	6 779	16	-	-	6 795	3 865	398	-	-	4 262	3 632	646	-	-	4 279	
Colombie	600	1 488	-	-	2 088	15	6 712	-	-	6 727	-	11 041	-	-	11 041	
Cuba	2 548	11	-	-	2 558	3 457	181	-	-	3 638	5 750	1 840	-	-	7 590	
El Salvador	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395	644	-	-	2 039	705	1 403	-	-	2 107	
Équateur	1 590	356	-	-	1 946	93	(1)	-	-	92	-	204	-	-	204	
Guatemala	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349	2 679	-	-	4 028	2 164	6 819	-	-	8 983	
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	245	-	-	245	
Haïti	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356	10 364	2 906	-	19 626	7 651	13 520	302	-	21 473	
Honduras	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234	2 859	-	-	8 093	1 530	2 112	-	-	3 643	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOT. POUR LA RÉGION	67 144	563	-	563	67 706	40 411	40 411	-	-	40 411	35 874	35 874	-	-	35 874	
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	-	184	
Bolivie	6 779	16	-	-	6 795	3 865	398	-	-	4 262	3 500	1 452	-	-	4 952	
Colombie	600	1 488	-	-	2 088	15	6 712	-	-	6 727	0	12 544	-	-	12 544	
Cuba	2 548	11	-	-	2 558	3 457	181	-	-	3 638	4 245	862	-	-	5 106	
El Salvador	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395	644	-	-	2 039	422	1 871	1	-	2 293	
Équateur	1 590	356	-	-	1 946	93	(1)	-	-	92	-	204	-	-	204	
Guatemala	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349	2 679	-	-	4 028	879	14 169	-	-	15 048	
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Haïti	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356	10 364	2 906	-	19 626	4 748	9 938	-	-	14 687	
Honduras	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234	2 859	-	-	8 093	788	1 134	-	-	1 922	

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003				2004				2005				2006			
	Develop- pement	Secours spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours spéciales	Opér. bilat.	Total
Nicaragua	3 804	3 733	-	7 537	6 274	2 189	-	8 462	6 828	2 255	-	9 082	7 639	2 777	-	10 416
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	281	575	856
Pérou	3 317	0	-	3 318	1 958	187	-	2 145	3 207	1 103	-	4 309	1 351	0	-	1 352
République dominicaine	400	94	-	493	185	(3)	-	182	19	(0)	-	19	2	-	-	2
Autres dépenses régionales	4	(3)	-	0	30	-	-	30	345	-	159	504	869	-	608	1 478
TOT. POUR LA RÉGION	31 920	17 222	-	49 142	30 212	26 208	2 906	59 326	31 831	41 188	461	73 480	24 442	46 339	1 202	71 984
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																
Algérie	-	11 367	-	11 367	-	13 920	-	13 920	-	11 330	-	11 330	-	10 411	-	10 411
Égypte	4 070	-	-	4 070	4 202	-	-	4 202	4 452	-	-	4 452	1 389	112	-	1 501
Iran	-	10 937	21	10 959	-	1 831	-	1 831	-	763	-	763	-	384	-	384
Iraq *	-	1 022 882	38 358	63 067	-	32 419	5 898	800 807	-	18 553	374	28 940	-	5 851	1 420	7 271
Jordanie	1 294	14 193	143	15 630	2 238	(514)	-	1 725	402	8	-	409	500	-	-	500
Liban	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 930	14 519	24 339
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 326	2 326	-	-	1 265	1 265
Maroc	366	-	-	366	-	191	-	191	(0)	16	-	16	-	-	-	-
République arabe syrienne	980	6 968	218	8 166	3 102	(199)	-	2 903	3 900	-	-	3 900	926	110	-	1 036
Territoire palestinien occupé	133	27 290	1 870	29 293	-	28 771	-	28 771	-	24 432	-	24 432	-	36 625	-	36 625
Yémen	8 323	662	11	8 995	7 021	500	-	7 521	6 988	527	-	7 514	7 241	649	-	7 891
Autres dépenses régionales	62	-	0	62	70	(3 806)	(1 163)	(4 898)	34	-	-	34	33	78	-	111
TOT. POUR LA RÉGION	15 228	1 094 299	40 610	1 213 215	16 633	73 114	4 735	856 973	15 774	55 629	2 699	84 116	10 090	61 150	15 783	91 333
AUTRES²	262	-	300	55 148	7 022	1 350	(1)	143 654	(5 472)	8 836	32	139 801	9 223	30 261	7 666	233 601

1. À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2. Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération figurent au-dessous du total de la colonne.

Note:

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	3 040 119	100,0	1 926 513	100,0	2 541 776	100,0	2 230 517	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	1 434 586	47,2	1 407 530	73,1	1 936 214	76,2	1 598 180	71,7
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	2 751 419	90,5	1 828 126	94,9	2 426 995	95,5	2 063 484	92,5
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 450 840	47,7	1 329 073	69,0	1 908 000	75,1	1 648 007	73,9
Asie	363 203	11,9	402 488	20,9	450 117	17,7	368 962	16,5
Europe orientale et CEE ³	67 144	2,2	40 411	2,1	35 874	1,4	32 044	1,4
Amérique latine et Caraïbes	49 142	1,6	56 420	2,9	73 019	2,9	70 782	3,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 109 527	36,5	89 748	4,7	71 403	2,8	71 240	3,2

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Classement réel pour chaque année.

3 Secours uniquement.

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003	2004	2005	2006
	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
	%	%	%	%
DÉVELOPPEMENT:	228 678	256 458	258 884	268 210
	100,0	100,0	100,0	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²				
Pays les moins avancés	151 163	166 538	174 493	184 529
	66,1	64,9	67,4	68,8
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	210 974	234 621	247 167	246 228
	92,3	91,5	95,5	91,8
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS				
Afrique subsaharienne	117 298	126 364	145 704	130 139
	51,3	49,3	56,3	48,5
Asie	63 968	76 226	71 047	94 317
	28,0	29,7	27,4	35,2
Amérique latine et Caraïbes	31 919	30 212	31 831	24 442
	14,0	11,8	12,3	9,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15 228	16 633	15 774	10 090
	6,7	6,5	6,1	3,8

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Classement réel pour chaque année.

3 Secours uniquement.

Annexe 4: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)

Donateur	Total	Develop- pement	Operation d'urgence	CII	IPSR	Oper. Spec.	Autres*
AFRIQUE DU SUD	1 112	1 095			17		
ALGÉRIE	3			3			
ALLEMAGNE	59 573	27 426	8 415	3 807	17 691	510	1 724
ANDORRE	133	18	44		33		38
ANGOLA	3 500				3 500		
ARABIE SAOUDITE	33 419		6 500		26 919		
ASSOC. DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST	54				54		
AUSTRALIE	59 777	4 328	6 616	3 819	16 442	1 244	27 328
AUTRICHE	1 839		616	14	1 209		
AZERBAÏDJAN	2 085				2 085		
BANGLADESH	19 514	19 514					
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	4 068		500		3 568		
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT	199				199		
BANQUE MONDIALE	54 810					54 810	
BELGIQUE	11 132		1 901		8 402	635	195
BHOUTAN	1						1
BULGARIE	10						10
CANADA	149 414	28 302	36 939	10 526	68 756	2 033	2 857
CHINE	1 800	1 750					50
CHYPRE	400				400		
COLOMBIE	890				859		31
COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE	584		584				
COMMISSION EUROPÉENNE	265 762		105 431		138 645	13 672	8 014
CORÉE, RÉP. DE	427			8	100		319
CUBA	865				865		
DANEMARK	43 564	26 488	4 092		9 463	1 026	2 495
DONATEURS PRIVÉS**	55 524	13 226	9 507		25 352	785	6 654
ÉGYPTTE	487	200	31		70		186
EL SALVADOR	160						160
ÉMIRATS ARABES UNIS	5 000					5 000	
ÉQUATEUR	397						397
ESPAGNE	16 936	2 536	2 266		9 535	628	1 971
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 122 307	34 170	645 136		428 430	12 763	1 807
FÉDÉRATION DE RUSSIE	11 008	3 000	2 000		6 008		
FINLANDE	18 308	7 121	1 962	32	7 746	659	789
FONDS DE L'OPEP	2 000				2 000		
FRANCE	26 940	6 302	6 517	218	9 920	1 333	2 650
GHANA	10	10					
GRÈCE	4 201	38	521		2 712	164	766
GUATEMALA	186						186
HAÏTI	307						307
HONDURAS	3						3
HONGRIE	65						65
ÎLES FAROE	249	222		27			
INDE	8 141	6 331	1 743				68
INDONÉSIE	7 002				7 002		
IRLANDE	31 005	317	6 941	1 254	19 546	932	2 014
ISLANDE	536		300		181	55	
ITALIE	12 301	2 048	8	6	2 823	2 538	4 877
JAPON	72 257	10 721	31 704	401	24 072	2 750	2 609
JORDANIE	38	38					
KENYA	21 174	2 180	18 994				
KOWEÏT	143		143				
LIBAN	26		26				
LIBYE	4 515		4 515				
LIECHTENSTEIN	65				41		23
LITUANIE	112				112		
LUXEMBOURG	15 387	5 938	3 188		5 943	318	
MADAGASCAR	1						1
MALAISIE	250		250				
MALAWI	8 907				8 907		
MAROC	38		38				
MAURITANIE	1 207	1 197			10		
MONACO	36				36		
NATIONS UNIES	159 216	2 178	45 107		63 855	44 810	3 265
NÉPAL	100				100		
NICARAGUA	20						20
NIGÉRIA	201				201		
NORVÈGE	51 604	32 197	2 265	2 694	9 277	3 193	1 978
NOUVELLE-ZÉLANDE	5 710	2 787	1 485	752	680	6	
PAKISTAN	9 376		9 338				38

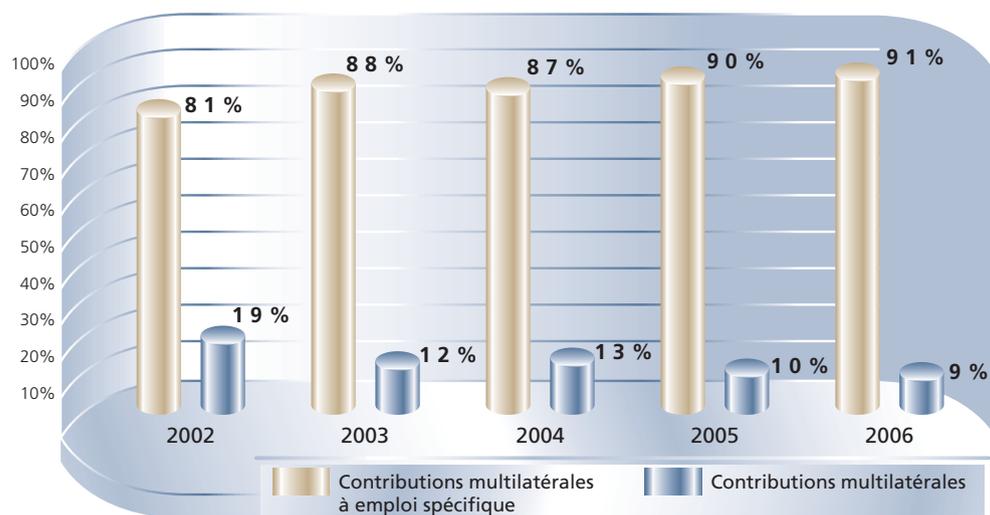
Annexe 4: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)

Donateur	Total	Develop- pement	Operation d'urgence	CII	IPSR	Oper. Spec.	Autres*
PANAMA	1						1
PAYS-BAS	79 985		23 449	5 015	46 294	5 228	
PÉROU	47						47
PHILIPPINES	42						42
POLOGNE	1 200	200	100		900		
PORTUGAL	488		4		118	256	110
QATAR	152		43		109		
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 028	1 028					
RÉP. DU CONGO	249				249		
RÉP. TCHÈQUE	308	31	98				179
ROYAUME-UNI	100 372	1 683	21 644	671	59 612	11 788	4 974
SAINT-MARIN	38					38	
SAINT-SIÈGE	10						10
SINGAPOUR	50		25		25		
SLOVAQUIE	48				33		15
SOUDAN (GOUVERN. D'UNITÉ NATIONALE)	6 220		6 220				
SOUDAN (GOUVERN. DU SUD-SOUDAN)	30 000					30 000	
SRI LANKA	12						12
SUÈDE	58 520		19 595	1 108	31 115	3 443	3 259
SUISSE	33 910	3 238	6 019	1 569	19 720	2 330	1 035
SWAZILAND	617				617		
THAÏLANDE	125		14		25		85
TRINITÉ-ET-TOBAGO	15						15
TURQUIE	1 200	100	400		700		
VENEZUELA	1 800		300		1 500		
VIET NAM	129		129				
Grand Total	2 704 956	247 956	1 043 663	31 921	1 094 783	202 949	83 685
Contributions bilatérales							56 504

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

**Pour 2006, les contributions privées ne comprennent pas 37,4 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel, notamment sous forme d'espace publicitaire.

Annexe 5: CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES À EMPLOI SPÉCIFIQUE ET CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES



Membres du Conseil d'administration pour 2006

Les États Membres

Algérie	Koweït
Allemagne	Mexique
Angola	Niger
Australie	Norvège
Bangladesh	Pakistan
Canada	Pays-Bas
Chine	République arabe syrienne
Colombie	République du Congo
Cuba	République-Unie de Tanzanie
Danemark	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
États-Unis d'Amérique	Sénégal
Éthiopie	Slovénie
Fédération de Russie	Suède
France	Suisse
Guatemala	Tunisie
Haïti	Ukraine
Inde	Zimbabwe
Indonésie	
Japan	

Membres du Bureau du Conseil d'administration

S.E.M. Mirza Qamar Beg
Pakistan (Président)

S.E.M. Ewald Wermuth
Pays-Bas (Vice-Président)

M. Emile Essema
République du Congo (Membre)

S.E.M. Alfredo Néstor Puig Pino
Cuba (Membre)

M. Alexander A. Titarenko
Fédération de Russie (Membre)

SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT:

BCG	Boston Consulting Group	ONG	organisation non gouvernementale
CAD	coûts d'appui directs	PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
CELAH	Centre logistique d'aide humanitaire (Équateur)	PMA	pays les moins avancés
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CII	Compte d'intervention immédiate	SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
FIDA	Fonds international de développement agricole	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement	UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	VCT	Vivres contre travail
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement	VPE	Vivres au profit de l'éducation
OMD	objectif du Millénaire pour le développement		
OMS	Organisation mondiale de la santé		

Notes générales:

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.

Un milliard= 1 000 millions.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).

Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.

La catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprend tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); appartiennent à la catégorie des PFRDV tous les pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le seuil de revenu national brut par habitant pour 2003, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 465 dollars É.-U. En 2006, 82 pays avaient été rangés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la catégorie des PFRDV.

La catégorie des pays les moins avancés (PMA), telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, comprend "les pays à faible revenu dont la croissance est entravée par des handicaps à long terme, en particulier un niveau peu élevé de développement des ressources humaines et/ou de graves faiblesses structurelles". En 2005, 50 pays avaient été rangés dans la catégorie des PMA par le Bureau du Haut Représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Photographies:

Page de couverture: Liban, PAM/David Orr; page 3, Congo, Rép. Dém. du, PAM/Susan Schulman; page 4, Ghana, PAM/Francis Torto Tamale; page 6, Soudan, NYT/Lyle Stafford; page 7, Soudan, PAM/Diego Fernandez; page 8, Soudan, PAM/Emilia Casella; page 9, Burundi, PAM/Maxime Bessieres; page 12, Liban, PAM/David Orr; page 13, Liban, PAM/Marco Frattini; page 14, Liban, PAM/David Orr; page 15, Liban, PAM/David Orr; page 16, Liban, OMS/Chris Black; page 17, Rép. arabe syrienne, PAM/Khaled Al Hariri; page 18, Liban, PAM/David Orr; page 19, Somalie, PAM/Peter Smerdon; page 20, Somalie, PAM/Peter Smerdon; page 21, Congo, Rép. Dém. du, PAM/Susan Schulman; page 23, Tchad, PAM/Marcus Prior; page 24, Soudan, PAM/Diego Fernandez; page 25, Territoire palestinien occupé PAM/Tarek Mashhrawi; page 26, Soudan, PAM/Peter Smerdon; page 27, Soudan, PAM/Julia Stewart; page 27, Timor-Leste, PAM/Marcus Prior; page 28, Kenya, PAM/Stephanie Savariaud; page 29, Kenya, PAM/Stephanie Savariaud; page 30, Éthiopie, PAM/Melese Awoke; page 32, Éthiopie,

PAM/Melese Awoke; page 33, Burundi, ONUB/Sophie Pieren; page 34, Éthiopie, PAM/Melese Awoke; page 35, Corée, Rép. pop. dém. de, PAM/Michael Huggins; page 36, Corée, Rép. pop. dém. de, PAM/Michael Huggins; page 38, Éthiopie, PAM/Melese Awoke; page 40, Équateur, PAM/Paola Unda; page 41, Équateur, PAM/Cesar Carranza; page 42, Soudan, PAM/Emilia Casella; page 45, Éthiopie, PAM/Boris Heger; page 46, Tanzanie, PAM/Ulrich Doering; page 47, (de gauche à droite, de haut en bas); 1. Fédération de Russie, TNT/Svetlana Timchenko; 2. Royaume-Uni, PAM/Theodore Liasi; 3. Malawi, PAM/Luce Sibilla Balzarini; 4. Népal, Everest, PAM/Photothèque; 5. Honduras, PAM/Yadira Bendada; 6. Tanzanie, PAM/Ulrich Doering; page 48, Kenya, PAM/Peter Smerdon; page 49, Italie, PAM/Rein Skullerud; page 50, Italie, PAM/Maxime Bessieres; page 51, Inde, PAM/David Orr; page 51, Inde, PAM/David Orr; page 53, Royaume-Uni, PAM/Greg Barrow; page 53, Royaume-Uni, PAM/Photothèque

**Division de la communication
Programme alimentaire mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie
Tél.: +39-066513-2628 • Fax: +39-066513-2840
Courrier électronique: wfpinfo@wfp.org**

www.wfp.org

